



► 2-7

DOSSIER SPÉCIAL

D'HIER À
AUJOURD'HUI

Les relations franco-autochtones



Grande
entrevue

FRANCOPHONIE



LE THÉÂTRE
COMME ANTIDOTE
SOCIÉTAL

► 10

FRANCOPHONIE



EN ANGLAIS
À LA CITÉ DES
ROCHEUSES

► 13

FRANCOPHONIE



FRANCOQUEER
DÉMÉNAGE
DE LA CITÉ
FRANCOPHONE

► 21

SANTÉ



NOUVEAUX
ARRIVANTS
UN BIEN-ÊTRE
FRAGILE

► 23

SPORT



FLAG FOOTBALL
DES FRANCOPHONES
AUX JO

► 26



CHRONIQUE
CULTURELLE
À LA DÉCOUVERTE
DU FEU INTÉRIEUR

► 26



CHRONIQUE
ESPRIT CRITIQUE
VIVE LA FEUILLE
D'ÉRABLE!

► 28



LEFRANCO



DOSSIER SPÉCIAL

Rencontres, ruptures et réconciliation :

les relations franco-autochtones d'hier à aujourd'hui

Les liens entre la francophonie et les peuples autochtones en Alberta remontent à loin. La majorité des experts s'accordent à dire que le français a été la première langue européenne parlée sur le territoire. Entre alliances, tensions et ruptures profondes, ces relations ont joué un rôle clé dans l'histoire de la province. Ce dossier retrace leur évolution, des premières rencontres aux initiatives actuelles de réconciliation dans les écoles francophones et au sein de la communauté.



↑ Le père Albert Lacombe en compagnie de Crowfoot (à gauche) et de Three Bulls (à droite), deux hommes de la Confédération des Pieds-Noirs. Photo : Archives Glenbow, Université de Calgary



↑ Fourrures de renard exposées dans la région de Fort Smith, aux Territoires du Nord-Ouest. Photo : Archives Glenbow, Université de Calgary



↑ Un poste de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Photo : Archives provinciales de l'Alberta.



↑ Le lac Sainte-Anne est devenu un lieu de pèlerinage catholique en 1889. Photo : Archives provinciales de l'Alberta



↑ Ils sont nombreux à se déplacer en pèlerinage au Lac St-Anne. Photo : Archives Glenbow, Université de Calgary



↑ Le calvaire du lac Sainte-Anne. Photo : Archives - Le Franco



↑ Des pensionnaires en uniforme à Sturgeon Lake (1952). Photo : Archives provinciales de l'Alberta

UNE COLLABORATION QUI TOURNE RAPIDEMENT AU VINAIGRE

À leur arrivée en Alberta, les premiers colons et commerçants de fourrures français ont d'abord noué des relations d'échange et de collaboration avec les peuples autochtones. Mais cette dynamique s'est vite transformée avec l'imposition de structures de pouvoir qui ont bouleversé l'équilibre initial. Acteur central de la présence francophone, l'Église catholique a joué un rôle majeur dans l'entreprise de colonisation et d'assimilation.



« Ce qu'on doit savoir, c'est que ces relations sont complexes. Ce n'est pas noir ou blanc. [...] Mais si on veut vraiment accomplir la réconciliation, il faut comprendre cette histoire compliquée dans son contexte qui fait mal », analyse Timothy P. Foran, conservateur de l'Amérique du Nord britannique au Musée canadien de l'histoire.

L'essor du commerce de fourrure a d'abord amené une présence française au 18^e siècle dans la région qui deviendra plus tard l'Alberta, raconte-t-il. Ces voyageurs, qui étaient pour la plupart analphabètes, ont laissé peu de traces. Leur histoire est majoritairement rapportée à travers les écrits de « l'élite protestante anglophone » qui les a côtoyés.

Malgré ce manque de sources historiques, plusieurs indices suggèrent que les relations entre les commerçants de four-

rure francophones et les peuples autochtones de l'Ouest étaient « assez bonnes ».

Entre autres, ces commerçants, qui venaient surtout de la grande région de Montréal, profitaient de la politique d'entreprise de la Compagnie du Nord-Ouest autorisant le mariage et la formation de familles avec les peuples autochtones. Ils ont donc établi plusieurs liens étroits avec ces derniers. « C'est ainsi qu'on peut retracer la genèse du peuple Métis [franco-phonie] », résume le conservateur.

La première mention du fait français sur le territoire aujourd'hui connu comme l'Alberta est survenue en 1754. Les journaux de voyage d'Anthony Henday font mention d'une rencontre avec un certain *French leader*. « Est-ce qu'on l'appelle *French leader* parce qu'il parle français? Est-ce que c'est parce qu'il fait de la traite de fourrure avec les Français? Est-ce qu'il est lui-même l'enfant d'un mariage entre une femme crie et un commerçant de fourrure français? On ne connaît pas la réponse », explique Denis Perreux, directeur général de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA).

UN PREMIER BOULEVERSEMENT

Les rapports entre les francophones et les peuples autochtones en Alberta ont com-



↑ Timothy P. Foran, conservateur de l'Amérique du Nord britannique au Musée canadien de l'histoire. Photo : Courtoisie

mencé à se transformer avec l'arrivée des missionnaires franco-catholiques, qui ont établi leur première mission permanente aux abords du lac Saint-Anne, en 1842. Ces derniers comptaient s'appuyer sur la base catholique non officielle déjà présente dans l'Ouest – où les Métis pratiquaient une forme de catholicisme adaptée – pour étendre leur influence et rivaliser avec les missions protestantes.

Au départ, l'arrivée des missionnaires franco-catholiques en Alberta s'est produite dans une certaine « souplesse », explique Denis Perreux, directeur général de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA). Plutôt que d'imposer immédiatement leur vision, les Oblats ont cherché à gagner la confiance des Autochtones en apprenant leurs langues et leurs coutumes. « Ça s'est beaucoup mieux passé auprès des



MAIS SI ON VEUT VRAIMENT ACCOMPLIR LA RÉCONCILIATION, IL FAUT COMPRENDRE CETTE HISTOIRE COMPLIQUÉE DANS SON CONTEXTE QUI FAIT MAL. »

Timothy P. Foran



LES OBLATS ONT ALORS TENTÉ DE TRANSFORMER LE MODE DE VIE AUTOCHTONE EN IMPOSANT DES CHANGEMENTS SOCIAUX, RELIGIEUX ET DE SÉDENTARISATION. »

Emma Anderson



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Le père Albert Lacombe et l'évêque Vital-Justin Grandin ont joué un rôle central dans l'assimilation des peuples autochtones en Alberta. Photo : Archives - Le Franco



↑ Portrait de Michel Desjarlais, de son épouse et de leurs enfants, une famille métisse originaire de Lac La Biche (1915). Photo : Archives provinciales de l'Alberta

peuples du Traité n° 6. Les Cris, les Dénés et, bien sûr, les Métis [étaient] plus ouverts à ces relations que dans le sud, où les Pieds-Noirs [étaient] plus méfiants», analyse-t-il.

Cette souplesse s'expliquait en partie par le fait que l'Église catholique ne disposait pas encore de réels moyens de coercition. Ainsi, les missionnaires n'ont pas immédiatement interdit les pratiques spirituelles autochtones ni exigé l'abandon des langues locales au profit du français.

Toutefois, cette approche ne signifiait pas pour autant une acceptation des traditions autochtones. Les Oblats avaient reçu le mandat clair de «sauver les âmes des personnes non baptisées» et de «convertir les populations autochtones», mentionne l'expert. Ce fragile équilibre s'est d'ailleurs rapidement effondré avec la création de la Confédération du Canada en 1867.

«L'impératif de dominer le territoire a alors été mis de l'avant», souligne Denis Perreaux. Soutenus par l'État, les Oblats ont acquis les moyens d'imposer leur vision et ont peu à peu durci leur approche. La tolérance du début a laissé place à une volonté d'assimilation plus nette.

«Les Oblats ont alors tenté de transformer le mode de vie autochtone en imposant des changements sociaux, religieux et de sédentarisation. Ils ont eu recours aux punitions physiques. C'est grave», analyse Emma Anderson, historienne et chercheuse en sciences des religions à l'Université d'Ottawa.

DES TRADITIONS MISES À MAL

Autrefois utilisé comme lieu de rencontre et d'échanges entre plusieurs nations autochtones, le *Wakānne* (lac sacré), appelé *Manito Sakahigan* (le lac des Esprits) par les Cris, a par exemple été rebaptisé lac Sainte-Anne et transformé en lieu de pèlerinage catholique. «Ce n'est pas un simple changement de nom. Encore une fois, les missionnaires Oblats ont cherché à remplacer les rituels des peuples autochtones avec les leurs», mentionne la spécialiste.

Avec l'interdiction de la danse du soleil en 1895 – une cérémonie sacrée pratiquée par plusieurs Premières Nations des Prairies –, et la suppression d'autres danses et festivals traditionnels, les pratiques spirituelles autochtones ont été peu à peu réprimées par le gouvernement canadien et l'Église catholique. Le système de laissez-passer, qui obligeait les Autochtones à obtenir une autorisation pour quitter leur réserve, a également limité leur capacité à se rassembler en grands groupes, explique la chercheuse.

RÉSISTANCE CACHÉE

Selon Emma Anderson, les pèlerinages catholiques ont offert aux Autochtones une manière détournée de préserver une à partie de leurs traditions alors que l'entreprise d'assimilation était à son comble. Participer à un pèlerinage leur permettait d'obtenir une exemption pour quitter leur réserve.

Lors des rassemblements annuels au lac Sainte-Anne, ils continuaient, par exemple, à se réunir et à intégrer leurs croyances à des rites catholiques acceptés. «Je trouve inspirant de voir comment les peuples autochtones ont utilisé cette situation à leur avantage», mentionne Emma Anderson. Aujourd'hui encore, des Autochtones de tout le pays convergent vers le lac Sainte-Anne chaque année, faisant de ce pèlerinage la plus grande rencontre autochtone au Canada.

ENTRE PROTECTION ET DOMINATION

À la fin du 19^e siècle, alors que l'assimilation des Autochtones s'intensifiait sous l'impulsion de l'Église catholique et du gouvernement canadien, une prise de conscience a émergé au sein des Oblats en Alberta. Certains missionnaires ont commencé à percevoir les dérives du système qu'ils contribuaient à mettre en place. «Ils trouvaient que le gouvernement canadien était affreux et violent envers les peuples autochtones», explique Timothy P. Foran, en s'appuyant sur des sources historiques.

Dans ce contexte, les prêtres franco-catholiques se considéraient en quelque sorte comme des «protecteurs», cherchant à préserver les Autochtones des aspects les plus «néfastes» de la nouvelle société canadienne.

Cette approche «paternaliste» s'est illustrée de façon marquante avec le projet de Saint-Paul-des-Métis, initié en 1895 par le père Albert Lacombe, qui avait noué des relations avec les Autochtones depuis son arrivée dans la région en 1852. Convaincu que les Métis avaient besoin d'un territoire qui les mettrait à l'abri des influences extérieures, il avait imaginé une «réserve» où ils pourraient se sédentariser. Mais le projet, malgré quelques succès initiaux, a rapidement été voué à l'échec.

En 1885, pendant cinq mois, les Métis de l'Ouest ont mené la Résistance du Nord-Ouest contre le gouvernement canadien, réclamant la reconnaissance officielle de leurs terres et une représentation politique équitable.

«Les Métis n'avaient pas de droits de propriété. On leur a demandé de défricher,

Fondée en 1783, à Montréal, la Compagnie du Nord-Ouest (CNO) était la principale rivale de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans le commerce de la fourrure avant d'être absorbée par cette dernière en 1821. Elle employait majoritairement des Canadiens français et des Autochtones.

construire et bâtir eux-mêmes. On voulait qu'ils soient sédentaires, mais ils continuaient à être mobiles et à chasser. Ensuite, un incendie a détruit l'école et ça a été le début de la fin», relate Denis Perreaux.

Avec l'échec du projet en vue, le père Thérien, qui avait pris la relève du père Lacombe, a conclu que le plan original ne fonctionnait pas et a décidé d'ouvrir la colonie, notamment à des colons franco-catholiques.

Bien que les Métis aient été encouragés à enregistrer leur terrain pour en conserver la propriété, peu d'entre eux se sont rendus à l'Agence des terres à Edmonton, selon le directeur général de la SHFA en citant une exception. «La famille Garneau a gardé ses terres», souligne Denis Perreux, mais un «bon nombre» de colons canadiens-français ont fini par hériter des terres avoisinantes.

L'échec de ce projet illustre bien comment les trajectoires des Métis et des francophones ont divergé, menant à une fracture définitive, mentionne-t-il. «Les franco-catholiques voulaient avant tout préserver leur langue et leur foi. Les Métis, eux, réclamaient surtout la reconnaissance de leurs droits ancestraux.»

Aujourd'hui, certains considèrent que les terres de Saint-Paul-des-Métis, devenu Saint-Paul, ont été volées. «Je comprends ces revendications et je pense que j'arriverais à une conclusion similaire à leur place. Mais ce n'est pas aussi simple que de dire qu'il y a eu un vol des terres, car il y a un contexte», nuance Denis Perreux.

UNE SÉPARATION SANS RETOUR

Ce fossé entre francophones et Autochtones a continué à se creuser avec l'ampleur qu'ont pris les pensionnats fédéraux, où l'assimilation s'est imposée «comme une réalité sans compromis», explique Timothy P. Foran. Il décrit la création de ces institutions comme une «catastrophe» qui a aggravé les tensions existantes, particulièrement à partir de 1920, année où leur fréquentation est devenue obligatoire. «On ne peut pas insister as-

sez sur les effets dévastateurs des pensionnats. C'est grave et violent», analyse-t-il.

L'historien, qui réfère à la Commission de vérité et réconciliation du Canada, rappelle que l'Église catholique a collaboré activement avec le gouvernement fédéral pour établir ces institutions, dans l'objectif de convertir les Autochtones de manière radicale et «tuer l'Indien dans l'enfant». «Les prêtres franco-catholiques de l'Alberta et les Sœurs grises [...] ont joué un rôle essentiel dans ce système. C'est même eux qui avaient suggéré d'établir des écoles inspirées des couvents où les jeunes autochtones seraient enlevés de leur milieu familial», ajoute-t-il.

Certains se demanderont comment les Oblats, qui avaient cherché à protéger les Métis des pires dérives de la colonisation en Alberta, ont pu contribuer à un «projet aussi brutal». Pour l'historien, cela relève des «zones grises» de cette histoire complexe.

«Ce n'est pas nécessairement contradictoire. Cette volonté d'assimilation est ancrée dans l'**apostolat** chrétien. Même quand on cherchait à protéger les Métis, la volonté d'assimilation était présente, on cherchait à les sédentariser et peut-être encore plus en raison de leurs origines francophones et catholiques», affirme-t-il.

UNE CERTAINE AMNÉSIE HISTORIQUE

Nathalie Kermoal, professeure et directrice du centre de recherche Rupertsland sur les Métis à la Faculté des études autochtones de l'Université de l'Alberta, estime, elle aussi, que l'objectif principal des Oblats francophones a toujours été «d'évangéliser et éventuellement d'assimiler les Autochtones». «Il faut reconnaître que le clergé et certains hommes, comme [l'évêque] Vital-Justin Grandin et [le père] Albert Lacombe, ont été des colonisateurs», précise-t-elle.

Bien que certains membres de l'Église catholique aient cherché à soutenir les communautés autochtones, la chercheuse avertit qu'il faut éviter de leur prêter des intentions trop «[bienveillantes], philanthropiques et pacifiques». «Depuis la Commission de vérité et réconciliation, on ne peut plus voir l'histoire de la même manière. Le but, ce n'est pas de culpabiliser, mais d'arriver à une certaine forme de vérité», affirme-t-elle.

Elle rappelle également qu'il ne faut pas «idéaliser» les premiers contacts entre colons français et peuples autochtones ni en faire une vision «romantique» de l'histoire. Pour elle, la réconciliation franco-autochtone en Alberta passe avant tout par une prise de

responsabilité des francophones quant aux injustices du passé et par une reconnaissance de leur propre «amnésie historique».

«Je ne mets pas en question les relations de

départ, mais ce n'est pas ça qui est important... L'important est le résultat. La colonisation a eu lieu. Il y a eu une volonté de transformer des peuples, les dénigrer, remettre en question leur savoir, éradiquer leurs cultures», souligne-t-elle.

Selon Timothy P. Foran, les francophones de l'Ouest doivent comprendre qu'ils ont eu leur rôle à jouer dans le projet colonial. «Ça n'empêche pas qu'ils aient, eux aussi, été victimes de discrimination en raison de la colonisation», nuance-t-il. «C'est compliqué. Deux choses peuvent être vraies en même temps. Les francophones ont été à la fois les victimes de la colonisation britannique, mais aussi les agents du colonialisme canadien», résume-t-il. ▲

GLOSSAIRE

APOSTOLAT

Activité de propagation de la foi

VERS UNE RÉCONCILIATION PLUS AFFIRMÉE DANS L'ÉDUCATION FRANCOPHONE

En dépit de certains défis, les conseils scolaires francophones de l'Alberta s'engagent activement dans la réconciliation avec les peuples autochtones à travers des initiatives novatrices. Que ce soit par des projets artistiques collaboratifs avec des artistes autochtones ou par l'intégration de savoirs traditionnels en classe, l'objectif reste le même : établir des liens sincères avec les communautés et ancrer ces échanges dans la réalité historique des territoires sur lesquels leurs écoles sont établies.



« C'EST IMPORTANT QUE LES ÉLÈVES PUISSENT COMPRENDRE CE PASSÉ POUR MIEUX RECONNAÎTRE LE CONTEXTE DANS LEQUEL ILS SE TROUVENT AUJOURD'HUI. »

Lise Gratton

« EN MOYENNE, CHACUN DE NOS ÉTABLISSEMENTS COMPTE AU MOINS CINQ ÉLÈVES D'ORIGINE AUTOCHTONE, PRINCIPALEMENT DES MÉTIS. »

Jayne Jansen



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Depuis quelques mois, une imposante sculpture d'ours en granite orne le terrain de l'École du Sommet, à Saint-Paul. Offerte en emprunt par Stewart Steinhauer, cette œuvre vise à représenter les liens de plus en plus forts qui unissent l'artiste à la communauté scolaire francophone. « Il y a un profond respect mutuel qui s'est développé entre nous et lui », explique la directrice de l'école, Lise Gratton.

À l'automne 2024, les élèves du primaire et du secondaire de cette école du Conseil scolaire Centre-Est ont en effet entamé, en collaboration avec l'artiste, un projet qui vise à « renforcer les relations avec les Premières Nations et les Métis de [leur] région et à s'ouvrir à la vitalité de leurs cultures ». L'objectif est de permettre aux jeunes d'interagir directement avec les savoirs autochtones, à travers l'art et par des échanges.

L'initiative revêt une dimension encore plus symbolique sachant que M. Steinhauer est originaire de la Nation crie de Saddle Lake, située à une trentaine de kilomètres de Saint-Paul, où un pensionnat autochtone a été autrefois dirigé par des missionnaires oblates. « C'est important que les élèves puissent comprendre ce passé pour mieux reconnaître le contexte dans lequel ils se trouvent aujourd'hui », précise l'instigatrice du projet.

UN PROCESSUS IMMERSIF

Ces derniers mois, les élèves ont d'abord visité le studio de l'artiste, où il leur a révélé les secrets de son processus créatif et exposé les croyances spirituelles et le symbolisme animal qui imprègnent son œuvre. Cette immersion s'est poursuivie par la découverte d'une tente de sudation et de tipis de cérémonie.

Ce printemps, l'aventure se poursuit : sous la houlette de M. Steinhauer, les élèves s'initieront à l'art de la sculpture avec de la pâte à modeler ou du savon. « Ce que j'apprécie particulièrement, c'est que toutes ces activités se déroulent sur le terrain, dans un environnement authentique et concret. Les jeunes [bénéficient] d'un apprentissage ancré dans la réalité », s'enthousiasme Lise Gratton.

Dans les écoles du Conseil scolaire FrancoSud, l'heure de la réconciliation a aussi sonné. Et c'est également à travers un projet d'art que les premiers pas ont été franchis. Depuis 2019, James Brittain, un artiste et danseur pied-noir (siksika), parcourt les établissements un à un afin de créer des œuvres collaboratives avec les élèves dans un esprit résolument « immersif ». Il ne lui reste que deux écoles avant d'achever sa tournée.

« Il rencontre les élèves et le personnel, puis il retourne chez lui, rêve, prie et c'est ce processus qui lui inspire ce qu'il va peindre. Il inclut ensuite les élèves dans sa démarche créative. Ils participent avec lui à la réalisation d'une section de chaque tableau », explique Cynthia Launière-Zielke, directrice générale adjointe du FrancoSud et membre de la nation wolastoqiyik wahsipekuk.



Les écoles francophones déploient diverses initiatives pour participer à la réconciliation. Photo : Courtoisie

Depuis son arrivée en poste à la rentrée scolaire 2024, cette dernière s'efforce de renforcer les initiatives qui contribuent au processus de réconciliation dans les quinze écoles du sud de l'Alberta. « Je sais que j'ai été embauchée partiellement en raison de ce dossier-là », précise-t-elle. Sans jeter la pierre à qui que ce soit, la directrice adjointe mentionne que les écoles francophones en Alberta accusent un « certain retard » par rapport au système anglophone, où elle travaillait auparavant, notamment en raison de la « barrière linguistique ».

Plusieurs personnes interrogées par la rédaction ont souligné la difficulté de trouver des intervenants autochtones qui sont aussi francophones. Selon eux, cet obstacle a retardé les efforts de réconciliation. Pour y remédier et éviter d'imposer une nouvelle langue coloniale aux communautés, plusieurs conseils scolaires ont décidé de collaborer, dorénavant, avec des intervenants qui parlent l'anglais, comme Stewart Steinhauer et James Brittain.

« Disons qu'ils étaient au niveau de base à mon arrivée. Des choses se faisaient déjà comme notre projet d'œuvre d'art, mais de ce que j'ai compris, ils n'avaient jamais eu de visites d'ainés et ils n'avaient jamais vu de cérémonie de [purification de fumée]... C'est la première chose que j'ai voulu organiser au mois d'octobre dernier », explique-t-elle.

Sa collègue d'origine métisse, Jayne Jansen, accompagnatrice culturelle - Premières Nations, Métis et Inuits, partage une observation similaire. « Je travaillais en Ontario et en Colombie-Britannique auparavant et je trouve que c'était beaucoup plus avancé. J'ai été vraiment surprise de voir le [retard] en arrivant ici. »

Ces derniers mois, elle a entrepris un travail de fond, notamment pour comptabiliser les élèves autochtones autodéclarés dans les écoles du FrancoSud et pour présenter certains concepts de base sur les savoirs autochtones. « En moyenne, chacun de nos établissements compte au moins cinq élèves d'origine autochtone, principalement des Métis », dit-elle.

DES INITIATIVES NOVATRICES

Bien que les écoles francophones aient pris

du retard, les deux femmes voient grand pour les années à venir. Elles souhaitent ancrer davantage les cultures autochtones dans le quotidien scolaire. L'une de leurs priorités est d'instaurer une tradition pour honorer les élèves autochtones lors de leur graduation. Un geste qui s'inscrit dans une démarche de « reconnaissance et de réparation », alors que les pensionnats ont longtemps freiné leur réussite scolaire. « On veut renverser les choses », affirme Cynthia Launière-Zielke.

Elle imagine déjà la cérémonie : des cadeaux traditionnels pourraient être offerts aux élèves métis, sous forme de ceintures fléchées, et aux jeunes inuits et des Premières Nations, avec un sac de médecine. Pour rendre ce moment encore plus significatif, elle espère qu'un aîné prononcera un discours. « Ce sera une façon de reconnaître leur parcours et de célébrer leur réussite », précise-t-elle.

Un autre projet qui lui tient particulièrement à cœur serait de donner à la future école de Cardston une appellation autochtone. Comme l'école sera construite en territoire pied-noir (siksika), elle aimerait que ce soient les aînés de cette nation qui en choisissent le nom. « Ce serait un très beau geste s'ils sont d'accord. Ce serait une manière concrète de reconnaître l'histoire et la présence de ce peuple sur ces terres », insiste-t-elle.

Et puis, il y a cette idée qui germe, encore fragile, mais pleine de promesses : faire de l'École La Vérendrye le premier établissement scolaire en Alberta, hors réserve, à enseigner une langue autochtone. Grâce à un partenariat envisagé avec l'Université de Lethbridge, les élèves de la région pourraient suivre des cours de siksika. Si l'expérience s'avère concluante, d'autres écoles francophones pourraient s'en inspirer, notamment à Canmore et Calgary, où des langues locales comme le stoney et michif pourraient, elles aussi, trouver leur place dans le parcours scolaire.

« En tant que francophones, nous savons ce que signifie la lutte pour préserver une langue. Ce projet, [c'est une manière] de participer, à notre échelle, à la revitalisation des langues autochtones locales », explique Mme Launière-Zielke. Elle précise que l'enseignement ne serait pas confié aux enseignants du FrancoSud au



« EN TANT QUE FRANCOPHONES, NOUS SAVONS CE QUE SIGNIFIE LA LUTTE POUR PRÉSERVER UNE LANGUE. »

Mme Launière-Zielke



« LORSQU'ON ENTRE DANS UNE ÉCOLE, ON DEVRAIT COMPRENDRE SUR QUEL TERRITOIRE ON SE TROUVE. »

Isabelle Côté

départ, mais à des aînés ou à des membres des communautés concernées afin de garantir un apprentissage authentique et respectueux des traditions.

UN APPRENTISSAGE ENRACINÉ
DANS LE TERRITOIRE

Les initiatives proposées par le Conseil scolaire FrancoSud s’inscrivent dans une vision plus large : ancrer l’apprentissage scolaire dans l’histoire et la culture des peuples autochtones des territoires où sont situées ses quinze écoles. Cette approche vise à offrir un enseignement adapté aux réalités locales des nations du Traité n° 7 en créant des liens durables entre les élèves et les communautés autochtones qui habitent ces terres depuis des générations.

L’accompagnatrice culturelle Jaynne Jensen insiste sur l’importance de cette démarche. «C’est essentiel que les jeunes établissent des liens concrets avec l’histoire et la culture autochtones du lieu où ils grandissent. C’est pour ça qu’on aimerait enseigner des langues locales, comme le siksika à notre école de Lethbridge. On veut avoir une approche individualisée», souligne-t-elle.

En Alberta, les principaux traités numérotés sont les Traités n°s 6, 7 et 8. Les Traités n°s 4 et 10, bien qu’ils touchent également des portions de l’Alberta, sont principalement associés à d’autres provinces.

Isabelle Côté, une professeure à la Faculté d’éducation de l’Université Simon Fraser qui s’intéresse à l’intégration des perspectives autochtones dans l’éducation en contexte francophone minoritaire, explique les bienfaits d’une telle approche qui évite de présenter une vision homogène des peuples autochtones.

«Lorsqu’on entre dans une école, on devrait comprendre sur quel territoire on se trouve. Les Autochtones ne sont pas partout pareils. En Alberta, il faudrait être capables d’identifier si l’on est sur le territoire des Pieds-Noirs, des Cris ou d’autres nations et reconnaître leur diversité culturelle et linguistique», précise-t-elle.

Cette «autochtonisation» devrait également s’étendre aux salles de classe. En sciences, par exemple, l’étude du territoire et de la faune — arbres, plantes, écosystèmes — peut être mise en relation avec les connaissances traditionnelles autochtones propres à la nation sur le territoire de laquelle est implantée l’école. «L’objectif n’est pas de faire un simple copié-collé et d’enseigner la même chose partout,

mais de reconnaître que les savoirs varient d’une nation à l’autre», ajoute-t-elle.

La question territoriale doit également occuper une place grandissante dans le curriculum dans une perspective «décoloniale». Selon Isabelle Côté, cela implique d’introduire une vision cosmocentrique du monde partagée par l’ensemble des nations autochtones canadiennes et reposant sur l’idée que les êtres vivants et non vivants sont profondément interconnectés et égaux. «Cette vision reconnaît que nous ne sommes ni supérieurs au territoire ni aux animaux. Elle met en avant l’interdépendance entre les humains et leur environnement», explique-t-elle.

À l’inverse, l’anthropocentrisme — une approche où l’être humain est placé au sommet de la hiérarchie du vivant — a largement dominé depuis la colonisation du Canada. «Il est essentiel de rééquilibrer la balance en exposant ces deux visions de manière plus équitable. Par exemple, lorsque l’on aborde l’exploitation des ressources naturelles en sciences, il faut souligner qu’elle découle d’une conception anthropocentrique du monde», précise la professeure.

DES RESSOURCES
PÉDAGOGIQUES EN FRANÇAIS

Pour les accompagner sur le plan pédagogique dans l’éducation à la réconciliation, les enseignants francophones peuvent compter sur des aides pédagogiques au sein de leur conseil scolaire, mais aussi sur le Consortium provincial francophone, qui offre du perfectionnement professionnel et des ressources en français.

«C’est un excellent partenaire pour organiser des ateliers, fournir des ressources et inviter des experts. La qualité de l’information est exceptionnelle», souligne Sylvette Fillion, conseillère pédagogique au Conseil scolaire du Nord-Ouest.

Avec l’entrée en vigueur du nouveau curriculum, qui impose l’intégration des savoirs et perspectives autochtones dans toutes les matières, la demande pour les services du Consortium risque d’augmenter, estime sa consultante Barbra Deskin. «L’éducation à la réconciliation est déjà en demande constante dans la province. Mes services sont très souvent sollicités», indique-t-elle.

Lors de ses interventions auprès des écoles francophones, elle propose une variété d’ateliers destinés au personnel scolaire. Elle prend le temps notamment d’expliquer les protocoles à suivre lors de l’invitation d’aînés ou de gardiens du savoir en salle de classe. Elle organise également des sorties culturelles pour les enseignants

et développe de nombreuses ressources qu’elle partage ensuite avec les écoles.

La consultante insiste pour que ces ressources soient écrites en consultation avec les communautés autochtones. «La vérité vient d’eux. Je les consulte au moins une fois par mois, sinon plus. Quand l’information n’est pas validée, pour moi, ça ne vaut rien», affirme-t-elle. Ces consultations sont d’autant plus essentielles pour refléter la diversité des savoirs et des expériences propres à chaque nation autochtone. «Les perspectives peuvent varier énormément», précise-t-elle.

Elle cite en exemple Ekti Margaret Cardinal, une aînée ayant fréquenté un pensionnat francophone. D’après elle, son témoignage permet d’éclairer l’histoire des relations franco-autochtones en Alberta et d’en comprendre les répercussions actuelles. «Même si elle comprend bien le français, elle refuse de parler la langue. C’est important de laisser de la place à ces récits et de respecter ces expériences», ajoute la consultante.

LES DÉFIS DE L’IMMERSION FRANÇAISE

Il n’y a pas que les écoles francophones qui travaillent activement en faveur de la réconciliation. Les enseignants des programmes d’immersion française ont aussi leur rôle à jouer. Ce travail quotidien présente par contre son lot de défis, confie Nicole Tryon, une enseignante d’immersion française qui travaille avec trois autorités scolaires à Edmonton. Selon l’école où elle se trouve, l’accès aux ressources et au soutien pédagogique pour intégrer les perspectives autochtones en classe peut varier considérablement.

«J’ai déjà été dans une division scolaire où il n’y avait presque aucun soutien. Je devais chercher toutes les ressources et les activités en ligne par moi-même pour les offrir aux élèves. Et dans une autre division, non seulement il y avait du soutien pédagogique, mais, en plus, nous faisons des cérémonies de purification à la sauge et nous invitions des aînés fréquemment», raconte celle qui agit aussi à titre de coordonnatrice de programme pour la branche albertaine de Canadian Parents For French.

Cette disparité peut s’aggraver si un enseignant hésite à alourdir sa charge de travail. Après tout, trouver des ressources adaptées au niveau de langue des élèves en immersion française peut être particulièrement complexe, mentionne Nicole Tryon. Bien qu’elle prenne elle-même le temps de chercher des ressources supplémentaires, elle remarque que ce n’est pas toujours le cas pour ses collègues.

«C’est beaucoup de travail et tout le monde n’a pas la patience. Quand on trouve des ressources en français, elles sont souvent destinées à des locuteurs natifs, ce qui nécessite un travail supplémentaire pour les adapter au niveau de mes élèves», explique-t-elle.

Ce travail peut aussi entraîner une certaine «insécurité linguistique» puisque les enseignants d’immersion française doutent parfois du vocabulaire à utiliser. Isabelle Côté, qui se dévoue à la formation des enseignants à l’Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique, rappelle de son côté que rien n’empêche un enseignant d’immersion française de trouver des ressources de qualité en anglais et de les utiliser sans les traduire.

«Je vais dire quelque chose de controversé, mais il n’y a rien qui dit que tout doit toujours être 100% en français en immersion. La recherche n’appuie pas vraiment cette conception. Il est tout à fait possible de travailler à partir d’une ressource en anglais et, après, d’en parler en français, de faire des projets en français. [...] Cela peut même améliorer la compréhension des élèves», mentionne-t-elle.

La professeure rappelle également que les disparités dans l’intégration des perspectives autochtones ne concernent pas seulement les enseignants d’immersion française, mais l’ensemble du corps enseignant et du système d’éducation. «Ce n’est pas parfait et il n’y a pas d’uniformité. C’est le cas en français comme en anglais, d’une commission scolaire à l’autre, d’une école à l’autre et d’un enseignant à l’autre. [Il ne faut pas oublier] qu’avec l’autonomie professionnelle, un enseignant a une certaine liberté d’interpréter le curriculum et ce n’est pas tout le monde qui est sensible à ces questions», évoque-t-elle.

Diane Campeau, consultante en éducation autochtone auprès du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), estime que la réconciliation ne peut se faire sans une meilleure connaissance mutuelle. «Il est difficile de se réconcilier avec des étrangers», affirme-t-elle.
Dans cette optique, le CSCN prévoit offrir des séances de perfectionnement professionnel à l’ensemble de son personnel afin de renforcer la compréhension des réalités autochtones. Un effort particulier sera également consacré aux enseignants francophones d’origine immigrante pour leur permettre d’enseigner efficacement la réconciliation. «Il y a une démarche essentielle à entreprendre pour leur transmettre l’histoire et les responsabilités qui en découlent en matière de réconciliation», mentionne Diane Campeau.

DEVENIR DE MEILLEURS ALLIÉS

Malgré les efforts déployés par les conseils scolaires francophones et les programmes d’immersion française, Isabelle Côté souligne qu’il leur reste du chemin à parcourir pour prendre pleine-

ment conscience de leurs «angles morts» et devenir de meilleurs alliés dans le processus de réconciliation. Selon elle, cela implique de ne pas oublier que la défense des


GLOSSAIRE
SOUS LA HOULETTE DE
Sous la conduite de

droits linguistiques francophones doit s’accompagner d’une solidarité active envers les peuples autochtones et leurs propres luttes.

«Les écoles francophones minoritaires et les programmes d’immersion française devraient être les premiers à défendre les droits à la reconnaissance et à l’éducation dans leurs langues. Nous avons lutté pour obtenir nos écoles francophones, nous revendiquons nos droits et devrions être les premiers à encourager l’[autodétermination]», conclut-elle. ▲



↑ M. Steinhauer a partagé les coulisses de son travail de sculpteur avec les élèves de l’École du Sommet. Photo : Courtoisie



↑ La sculpture Mother Bear Prays for Earth Healing, offerte en emprunt par Stewart Steinhauer, a été présentée lors d’une journée de perfectionnement professionnel à l’école du Sommet. Photo : Courtoisie



↑ James Brittain, artiste pied-noir, peint des tableaux pour les écoles du Conseil scolaire FrancoSud. Il se trouve, ici, à l’École des Hautes-Plaines, à Airdrie. Photo : Courtoisie



1. Nathalie Lachance est la présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA). Photo : Courtoisie **2.** Sabelle Gueye, directrice de l'intégration et du développement communautaire pour la FRAP. Photo : Courtoisie **3.** Le 30 septembre, la FRAP a organisé une marche afin que les nouveaux arrivants puissent participer, à leur façon, aux efforts de réconciliation. Photo : Courtoisie **4.** Nathalie Kermoal, professeure et directrice du centre de recherche Rupertsland sur les Métis à la Faculté des études autochtones de l'Université de l'Alberta. Photo : Courtoisie



« ON ENTEND PARFOIS QUE LA LOI EST UN DOCUMENT FAVORABLE AUX AUTOCHTONES, ALORS QU'UNE ÉTUDE PLUS APPROFONDIE DÉMONTRE LE CONTRAIRE. »
Nathalie Lachance

GLOSSAIRE
AVOIR D'AUTRES CHATS À FOUETTER
Avoir des préoccupations plus importantes

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE EN MODE RÉFLEXION

Les leaders de la francophonie albertaine reconnaissent que la réconciliation avec les peuples autochtones commence par un travail de réflexion et d'éducation interne. Leur priorité actuelle est de favoriser les occasions d'apprentissage en continu au sein de leur communauté afin de renforcer la compréhension mutuelle et de poser les bases d'une collaboration durable.

« Ce n'est pas à nos partenaires autochtones de nous éduquer et de faire le travail pour nous. C'est nous qui devons faire notre part, en s'informant et en accumulant des connaissances », déclare d'emblée Nathalie Lachance, présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA). « Les Premières Nations et les Métis que je connais me rappellent souvent qu'on doit aussi écouter. Ils me rappellent le ratio suivant : nous avons deux oreilles, mais une seule bouche », ajoute-t-elle.

Depuis quelques années, l'organisme francophone multiplie les formations et les conférences destinées à ses employés et ses chefs de file afin de favoriser une meilleure prise de conscience. Cette sensibilisation est nécessaire pour déconstruire certains tabous persistants, notamment autour de la *Loi sur les Indiens*, précise-t-elle. « Je pense qu'il y a encore beaucoup de mécompréhension. On entend parfois que la *Loi* est un document favorable aux Autochtones, alors qu'une étude plus approfondie démontre le contraire. »

La table de rapprochement avec les peuples autochtones, mise en place entre 2022 et 2023 par l'ACFA, est un exemple concret, parmi d'autres, des efforts déployés pour informer davantage la communauté francophone. L'initiative a notamment permis de créer un répertoire où sont recensées des ressources publiques en français qui peuvent accompagner le processus de réconciliation.

Plus récemment, une collaboration avec la Faculté des études autochtones de l'Université de l'Alberta a permis de traduire en français un micro-cours en ligne sur le racisme structurel envers les Autochtones, qui sera disponible du 21 octobre au 13 décembre 2025. « Nous espérons que ça puisse aider notre communauté à approfondir sa compréhension des enjeux auxquels sont confrontés les Autochtones », souligne la présidente.

CHACUN Y TROUVE SON COMPTE

Ces efforts résonnent également au niveau communautaire, alors que plusieurs organismes

francophones de la province se mobilisent en faveur de la réconciliation. Depuis trois ans, Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP) organise un événement pour célébrer la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, un moment particulièrement apprécié par les nouveaux arrivants.

À leur arrivée au pays, ces derniers ont souvent une compréhension très limitée des effets de la colonisation et de l'assimilation au Canada, explique Sabelle Gueye, directrice de l'intégration et du développement communautaire. « Ils se posent beaucoup de questions, car ce qu'ils connaissent, c'est essentiellement ce qu'ils voient dans la rue », mentionne-t-elle.

L'éducation, selon elle, joue un rôle essentiel pour démystifier certains mythes et assurer leur pleine participation aux efforts de réconciliation. « Ils peuvent commencer par des gestes simples : lire les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada, apprendre à identifier le territoire sur lequel ils vivent ou encore lire des auteurs autochtones », énumère-t-elle.

Mais cette démarche va bien au-delà de la sensibilisation. Elle offre aussi à ces nouveaux arrivants francophones, qui sont principalement d'origine africaine, l'occasion de relier leur propre histoire coloniale à celle des peuples autochtones et d'explorer les injustices similaires auxquelles ils ont été confrontés. « Cela suscite beaucoup de réflexions et d'échanges sur la perte des traditions et l'érosion des cultures ancestrales. Ces communautés ont, elles aussi, vécu la colonisation. Il y a beaucoup de similitudes », analyse Sabelle Gueye.

Nathalie Kermoal, professeure et directrice du centre de recherche Rupertsland sur les Métis à la Faculté des études autochtones de l'Université de l'Alberta, estime que l'ensemble de ces initiatives sont bénéfiques puisqu'elles encouragent les francophones à jouer un rôle actif dans le processus de réconciliation.

« C'est une bonne chose, ça permet aux gens de s'éduquer [...]. La réconciliation commence

avec soi, [c'est] de se poser des questions sur comment on se situe par rapport à la question autochtone, ce qu'on comprend et ce qu'on ne comprend pas », affirme-t-elle.

En faisant échos aux propos de la présidente de l'ACFA, la professeure rappelle également que la réconciliation ne peut pas reposer uniquement sur les épaules des Autochtones, qui ont d'autres préoccupations quotidiennes à prioriser. Les francophones ont donc avantage à prendre eux-mêmes en charge ce processus.

« Les Autochtones **ont d'autres chats à fouetter**. Certaines communautés partent même du principe que c'est aux non-Autochtones de faire le travail de réconciliation. [C'est pour cette raison] qu'on doit amorcer la réflexion de notre côté », évoque-t-elle.

UNE COLLABORATION EN ÉVOLUTION

Si la francophonie albertaine est actuellement dans une phase de réflexion et d'apprentissage, la présidente de l'ACFA souligne que la prochaine étape consiste à établir davantage de partenariats avec les communautés autochtones de la province. Elle espère voir se multiplier les activités communes, à l'image du festival Flying Canoë Volant, qui a célébré sa treizième édition entre le 29 janvier et le 1^{er} février 2025.

« C'est un super bel exemple d'une collaboration réussie à Edmonton. [Ça démontre] à quel point on peut s'enrichir mutuellement. J'aimerais voir des projets similaires se développer dans d'autres régions de la province au cours des dix prochaines années », explique Nathalie Lachance.

Le festival Flying Canoë Volant met en valeur l'histoire et l'héritage des voyageurs canadiens-français, des Premières Nations et des Métis, tout en offrant aux spectateurs une expérience interactive des cultures. « Notre idée était de créer une plateforme où nous pourrions être des collaborateurs égaux avec les Autochtones et où nous pourrions partager nos histoires respectives », résume Daniel Cournoyer, créateur du festival et directeur général de La Cité francophone à Edmonton.

Ce projet a permis de nouer des relations solides avec plusieurs collaborateurs autochtones, tels que les Native Counselling Services of Alberta, l'Alberta Aboriginal Arts et la Dreamspeakers Festival Society. Il a également renforcé les liens avec de nombreux artistes, dont le groupe musical Cunningham Family, mentionne-t-il.

« Il y a toutes sortes d'anecdotes qui se sont passées dans les treize dernières années qui me laissent croire qu'on est sur la bonne voie dans le développement de nos partenariats. »

UN TRAVAIL DE LONGUE HAINE

Malgré le travail en cours, la réconciliation entre la francophonie albertaine et les communautés autochtones ne se réalisera pas « du jour au lendemain. » C'est un processus exigeant, qui nécessite du temps et de la patience, souligne la professeure Nathalie Kermoal.

« Ça prend énormément de travail pour rétablir les relations entre les peuples. Il faut être réaliste », précise-t-elle. Elle plaide d'ailleurs pour que les efforts de réconciliation ne se limitent pas aux initiatives communautaires, mais s'élargissent éventuellement à la sphère politique, avec pour objectif « d'encourager l'autodétermination des peuples autochtones. »

Du côté de l'ACFA, l'engagement en ce sens semble déjà visible. La présidente Nathalie Lachance mentionne vouloir renforcer les relations avec l'Otipemisiwak Métis Government, qui gouverne la nation métisse en Alberta, en se concentrant sur des thèmes qui les unissent. « Il y a des parallèles entre nos batailles de protection de la langue et pour faire reconnaître l'unicité de nos cultures », souligne-t-elle.

Les deux organisations collaborent déjà lors de la Journée Louis Riel et de la Journée internationale de la francophonie, auxquelles elles participent conjointement à l'Assemblée législative de l'Alberta. Une rencontre est également prévue en mars entre l'ACFA et la nouvelle présidente du gouvernement métis, Andrea Sandmaier.

« Bien que l'histoire entre les Métis et les Canadiens français ait parfois été tendue, les deux groupes partagent des similitudes dans leur lutte pour la reconnaissance culturelle au Canada. Ces similitudes ont permis aux Métis d'aligner leurs causes avec celles des Canadiens français et de former des alliances à de nombreuses reprises », mentionne cette dernière, laissant la porte ouverte face à d'autres potentielles collaborations. ▲

COMPRENDRE LA RÉALITÉ AUTOCHTONE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Depuis une dizaine d'années, l'Université de l'Alberta propose un cours en ligne *Indigenous Canada* afin de permettre à la population de mieux comprendre l'histoire des Autochtones. Un succès si on se fie aux 700 000 inscriptions et un petit pas vers la réconciliation.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

IL Y A CERTAINS ORGANISMES QUI VEULENT FAIRE PARTIE DE TOUTE LA QUESTION DE LA RÉCONCILIATION ET QUI DEMANDENT À LEURS EMPLOYÉS DE SUIVRE CE COURS.»
Nathalie Kermoal

GLOSSAIRE
TARIR
qui s'épuise, dont on voit la fin
ANDRÉ MAGNY
JOURNALISTE

Professeure à la Faculté des études autochtones de l'Université de l'Alberta, Nathalie Kermoal est aussi la directrice du Rupertsland Centre for Métis Research (RCMR). Et l'universitaire précise très vite que ce programme de douze modules n'est pas que sur les Premières Nations, mais qu'il comprend également un volet sur les Inuits et les Métis. Une distinction cruciale pour bien comprendre sa portée.

Il vise donc à offrir au grand public une vision globale des réalités autochtones en abordant des aspects historiques, culturels et contemporains. Dispensé sous la forme d'un cours en ligne ouvert à tous (CLOT) combinant vidéos, lectures et forums, le cours peut aussi être crédité pour les étudiants de l'Université de l'Alberta. Il contient une douzaine de modules (un par semaine) qui se penchent notamment sur les revendications territoriales et les incursions sur l'environnement, les conflits et les alliances politiques, l'activisme politique autochtone ou encore la culture autochtone contemporaine.

Le succès du CLOT témoigne de l'intérêt croissant pour ces thématiques. «Il y a trois ans, on était rendus à 560 000 personnes qui avaient pris le cours, souligne Mme Kermoal. Aujourd'hui, on doit être autour de 700 000.» Un cours qui ne compte pas que des Albertains.

Ce cours en ligne attire une diversité d'apprenants : certains y participent par intérêt personnel, tandis que d'autres le suivent dans le cadre d'initiatives de formation professionnelle. «Il y a certains organismes qui veulent faire partie de toute la question de la réconciliation et qui demandent à leurs employés de suivre ce cours», constate l'universitaire.

UN OUTIL POUR LA RÉCONCILIATION

Au-delà des aspects pédagogiques, ce programme joue un rôle clé dans le processus de réconciliation. «Le but du cours, c'est de permettre aux gens de repenser tout ce qui

s'est passé, affirme Mme Kermoal. Il y a le côté historique, mais aussi un aspect plus contemporain qui permet de mieux comprendre les bases et de s'ouvrir aux perspectives autochtones.»

Denis Perreux, le directeur général de la Société historique francophone de l'Alberta, est l'un de ceux qui ont déjà suivi le cours. Il se rappelle que le cours ne se limitait pas juste à l'histoire ancienne, mais établissait aussi des liens avec des réalités modernes. «On parlait notamment des pensionnats et de la souveraineté autour des ressources naturelles.» L'étude des Métis, de figures historiques comme Louis Riel, faisait également partie du programme. Les artistes autochtones et la compréhension de leurs œuvres avaient également leur place au sein des modules.

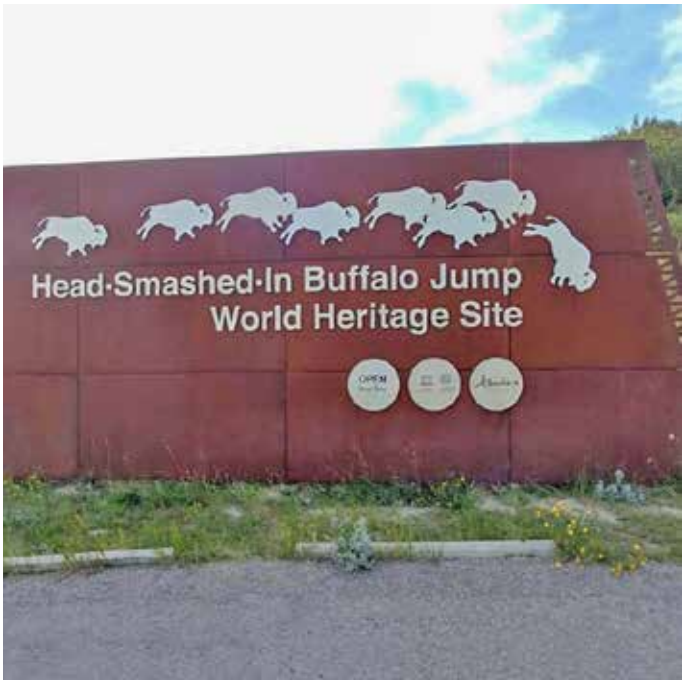
Cependant, pour Denis Perreux, le format du CLOT fait en sorte que l'interaction reste limitée, ce qui peut freiner les échanges plus poussés. Néanmoins, en prenant connaissance de certains commentaires émis par d'anciens étudiants et fournis par Mme Kermoal, on remarque que les éloges ne **tarissent** pas : on parle d'un cours où on apprend et désapprend beaucoup de choses sur les Autochtones, voire «un cours que chaque Canadien doit suivre pour promouvoir la guérison de notre nation».

UN COURS EN ÉVOLUTION

Loin d'être figé, le contenu du cours est régulièrement mis à jour. «On est une université, donc on essaie de faire en sorte de remettre à jour le contenu, précise Mme Kermoal. Depuis septembre, le cours a été actualisé pour mieux refléter les réalités actuelles.»

Si le cours est principalement en anglais, il reste accessible aux francophones grâce aux sous-titres et à certains modules offerts en français. «Il y a aussi des mini-cours en anglais et en français, notamment sur la question du racisme structurel.»

Grâce à son format en ligne, le CLOT dépasse largement les frontières du Canada. «Ce cours est suivi par des gens du monde entier, de l'Australie, de l'Afrique et d'ailleurs», assure Mme Kermoal. Cette portée internationale démontre l'intérêt grandissant pour une meilleure compréhension des réalités autochtones. ▲



Le précipice à bisons Head-Smashed-In et son centre d'interprétation-musée sont des incontournables de la culture des Premières nations et de leur mode de vie. Photo : Arnaud Barbet

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?
NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822
Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton

AJEFA Association des juristes d'expression française de l'Alberta
CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST
wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc., D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C.
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

AJEFA Association des juristes d'expression française de l'Alberta

Vendredi 30 mai
La Cité francophone (Edmonton)
Portes ouvertes - 35e de l'AJEFA et 10e du Centre d'info juridique

Samedi 31 mai
Hotel Macdonald (Edmonton)
Panels juridiques, AGA, cocktail de réseautage et banquet

Congrès annuel de l'AJEFA

L'honorable Mary T. Moreau, invitée d'honneur

Billets en prévente jusqu'au 31 mars !

INFO et inscription

ajefta.ca

BLG Borden Ladner Gervais
EMERY JAMIESON LLP
MCLENNAN ROSS LEGAL COUNSEL
WarrenSinclair LLP LAWYERS
MD McCuaig Desrochers LLP BARRISTERS SOLICITORS ADVOCATES
CARBERT//WAITE LLP
Coalition des femmes de l'Alberta

CFLA ASSOCIATES CALGARY FAMILY LAW
JURISTES POWER LAW
Parallèle ADVISOR
Bergeron & Co. ADVISOR
gunn Family • Criminal Law
ACFA
INGENIO



Régie de l'énergie
du Canada

Canada Energy
Regulator

NORTHRIVER MIDSTREAM NEBC CONNECTOR GP INC.

PROJET DE RACCORDEMENT DANS LE NORD-EST DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

AVIS DE TRACÉ DÉTAILLÉ PROPOSÉ
CONFORMÉMENT À L'ALINÉA 201(1)b) DE LA
LOI SUR LA RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE

RELATIVEMENT À la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie (« LRCE ») et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT AU certificat d'utilité publique OC-067 (« certificat ») autorisant la construction et l'exploitation d'un gazoduc, d'un pipeline de condensats et d'installations connexes constituant le projet de raccordement dans le nord-est de la Colombie-Britannique (« projet »), qui s'étend sur quelque 215 kilomètres (« km ») et est constitué de canalisations de diamètres variés allant de 8 à 12 pouces à partir du carrefour Highway existant de la société NorthRiver Midstream NEBC Connector GP Inc. (« NorthRiver »), à environ 25 km au nord-ouest de Wonowon, dans la même province, jusque dans la région de Gordondale, en Alberta, à plus ou moins 19 km de la frontière provinciale entre ces deux points.

NorthRiver propose le tracé détaillé du projet illustré sur la carte jointe au présent avis, lequel est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 201(1)b) de la LRCE. Il est proposé que le tracé du pipeline franchisse les terrains figurant dans les tableaux joints

Si vous avez des raisons de croire que le tracé détaillé du projet pourrait nuire à vos terrains, vous pouvez déposer une déclaration d'opposition par écrit auprès de la Régie de l'énergie du Canada dans les 30 jours suivant la publication du présent avis. Un exemple de **Déclaration d'opposition au tracé détaillé** se trouve sur le site Web de la Régie à l'adresse <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/consultation-mobilisation/formulaire/sttmntppstndtldrt-fra.pdf>. La déclaration d'opposition doit préciser la nature de votre intérêt dans les terrains et les motifs de votre opposition au processus relatif au tracé détaillé.

Une copie de la déclaration d'opposition doit être envoyée aux adresses suivantes :

Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O.,
bureau 210
Calgary (Alberta) T2R 0A8 À
l'attention de la secrétaire de
la Commission, Téléphone
(sans frais) : 1-800-899-1265
Courriel: secretaire@rec-cer.gc.ca

NorthRiver Midstream NEBC
Connector GP Inc.
888, Troisième Rue S.-O.,
bureau 1400
Calgary (Alberta) T2P 5C5
À l'attention de Rod Locke,
directeur des questions
foncières et d'emprise
Téléphone : 250-261-1121
Courriel: lands@nrm.ca et/ou
regulatory@nrm.ca

Après dépôt d'une déclaration par écrit auprès de la Régie dans les 30 jours suivant la signification du présent avis, la Commission doit ordonner sans délai, sous réserve de certaines exceptions indiquées ci-dessous, la tenue d'une audience publique dans une région jugée pratique pour la ou les personnes qui l'ont déposée.

La Commission peut rejeter en tout temps une déclaration et n'est nullement tenue de prendre quelque mesure que ce soit si son auteur la retire sur avis ou si la Commission juge qu'elle est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi.

Si la Commission détermine qu'il y a lieu de tenir une audience publique, elle fixe un moment et un lieu acceptables puis fait paraître un avis l'annonçant dans au moins un numéro d'une publication à fort tirage, le cas échéant, dans la région où les terrains dont l'acquisition est proposée sont situés. La Commission fait aussi parvenir cet avis à toutes les personnes qui ont déposé une déclaration d'opposition par écrit auprès de la Régie.

La Commission ou une personne autorisée par elle peut procéder à l'inspection de terrains, dont l'acquisition est prévue ou qui sont touchés par la construction du projet, si elle le juge nécessaire.

À l'audience publique, la Commission permettra à toutes les personnes qui ont déposé une déclaration de présenter des observations et elle se réserve le droit d'en autoriser d'autres si elle le juge approprié.

La Commission tiendra compte de toutes les déclarations et observations présentées à l'audience pour déterminer le meilleur tracé détaillé possible ou les méthodes ainsi que les moments les plus indiqués pour la construction du projet. Elle peut aussi assortir son approbation des conditions qu'elle estime indiquées.

Après toute audience sur une partie quelconque du projet, suivie de l'approbation ou du refus des plan, profil et livre de renvoi y relatifs, la Commission fait parvenir une copie de sa décision et de ses motifs à chacune des personnes qui lui ont présenté des observations dans ce contexte.

La Commission peut fixer à une somme qu'il juge raisonnable les frais provisoires ou définitifs entraînés par la présentation d'observations lors de l'audience publique et ce montant doit ensuite être remboursé sans délai par NorthRiver à la personne qui a engagé de telles dépenses.

Une copie des plan, profil et livre de renvoi relatifs au tracé détaillé de projet peut être consultée en ligne à l'adresse <http://www.nrm.ca/what-wedo/nebc-connector/> ou encore en personne à l'une des adresses suivantes :

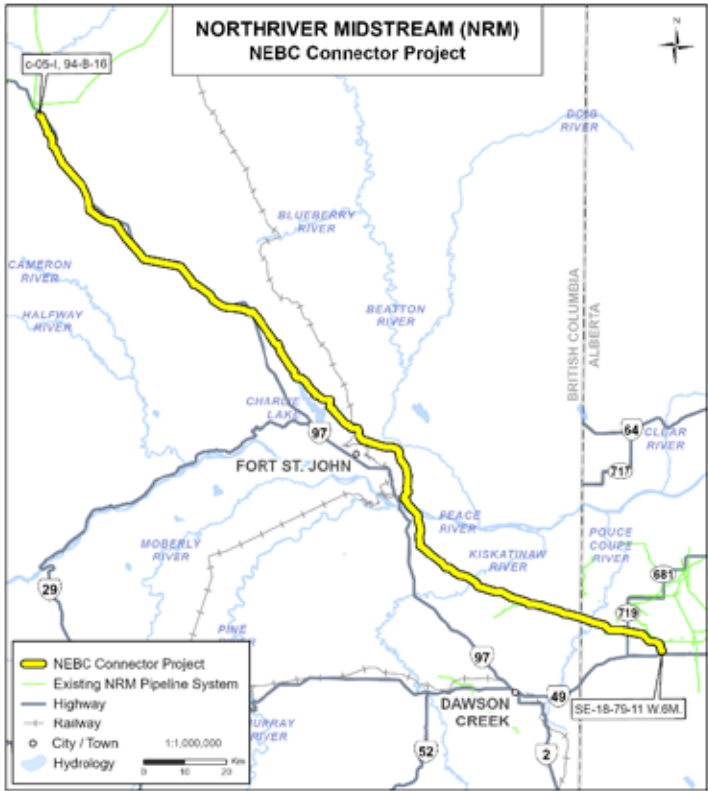
Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O.,
bureau 210
Calgary (Alberta) T2R 0A8
Téléphone (sans frais) : 1-800-899-1265
Site Web : www.rec-cer.gc.ca

Northriver Midstream Inc.
(bureau de Calgary)
888, Troisième Rue S.-O., bureau
1400
Calgary (Alberta) T2P 5C5
Téléphone : 587-747-6500

NorthRiver Midstream Inc.
(bureau de Charlie Lake) Mille
53, route de l'Alaska
Fort St. John (Colombie-
Britannique) V1J 4H7

Ville de Fort St. John
10631, 100e Rue
Fort St. John (Colombie-
Britannique) V1J 3Z5
Téléphone : 250-787-8150
District régional de Peace River
9505, 100e Rue
Fort St. John (Colombie-
Britannique) V1J 4N4
Téléphone : 250-785-8084

Ville de Dawson Creek
10105, rue 12a
Dawson Creek (Colombie-
Britannique) V1G 3V7
Téléphone : 250-784-3600
District régional de Peace River
1981, avenue Alaska
Dawson Creek (Colombie-
Britannique) V1G 4H8
Téléphone : 250-784-3200



Veuillez contacter Rod Locke, directeur des questions foncières et d'emprise de NorthRiver Midstream NEBC Connector GP Inc., au 250-261-1121 ou avec les bureaux de la Régie de l'énergie du Canada au 1-800-899-1265 si vous avez des questions au sujet du présent avis, des plan, profil et livre de renvoi ou de la procédure relative au tracé détaillé.

FAIT à Calgary, en Alberta, le 18 février 2025.

NorthRiver Midstream NEBC Connector GP Inc.

en Colombie-Britannique				
LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN
c-005-I/094-B-16 d-005-I/094-B-16 c-004-I/094-B-16 a-005-I/094-B-16 b-004-I/094-B-16 c-094-H/094-B-16 d-094-H/094-B-16 a-094-H/094-B-16 d-084-H/094-B-16 c-083-H/094-B-16 b-083-H/094-B-16 a-083-H/094-B-16 c-073-H/094-B-16 d-073-H/094-B-16 a-073-H/094-B-16 b-072-H/094-B-16 c-062-H/094-B-16 b-062-H/094-B-16 a-062-H/094-B-16 d-052-H/094-B-16 c-051-H/094-B-16 b-051-H/094-B-16 c-041-H/094-B-16 d-041-H/094-B-16 d-041-H/094-B-16 a-041-H/094-B-16 a-041-H/094-B-16 d-031-H/094-B-16 d-031-H/094-B-16 a-031-H/094-B-16 b-040-E/094-A-13 c-030-E/094-A-13 d-030-E/094-A-13 a-030-E/094-A-13 b-029-E/094-A-13 d-020-E/094-A-13 c-019-E/094-A-13 b-019-E/094-A-13 a-019-E/094-A-13 d-009-E/094-A-13 a-009-E/094-A-13 b-008-E/094-A-13 c-098-D/094-A-13 d-098-D/094-A-13 b-098-D/094-A-13 a-098-D/094-A-13 d-088-D/094-A-13 c-087-D/094-A-13 d-087-D/094-A-13 b-087-D/094-A-13 a-087-D/094-A-13 b-086-D/094-A-13 c-076-D/094-A-13 d-076-D/094-A-13 a-076-D/094-A-13 b-075-D/094-A-13 c-065-D/094-A-13 d-065-D/094-A-13 a-065-D/094-A-13 b-064-D/094-A-13 c-054-D/094-A-13 d-054-D/094-A-13 a-054-D/094-A-13 b-053-D/094-A-13 a-053-D/094-A-13 d-043-D/094-A-13 DL 3185 b-042-D/094-A-13 a-042-D/094-A-13 d-032-D/094-A-13 c-031-D/094-A-13 b-031-D/094-A-13 a-031-D/094-A-13	d-021-D/094-A-13 a-021-D/094-A-13 b-030-C/094-A-13 c-020-C/094-A-13 b-020-C/094-A-13 a-020-C/094-A-13 d-010-C/094-A-13 a-010-C/094-A-13 b-009-C/094-A-13 c-099-K/094-A-12 b-099-K/094-A-12 c-089-K/094-A-12 d-089-K/094-A-12 a-089-K/094-A-12 d-079-K/094-A-12 c-078-K/094-A-12 b-078-K/094-A-12 a-078-K/094-A-12 b-077-K/094-A-12 c-067-K/094-A-12 d-067-K/094-A-12 c-066-K/094-A-12 a-067-K/094-A-12 b-066-K/094-A-12 a-066-K/094-A-12 d-056-K/094-A-12 c-055-K/094-A-12 d-055-K/094-A-12 c-054-K/094-A-12 b-054-K/094-A-12 a-054-K/094-A-12 b-053-K/094-A-12 a-053-K/094-A-12 b-052-K/094-A-12 a-052-K/094-A-12 d-042-K/094-A-12 c-041-K/094-A-12 d-041-K/094-A-12 a-041-K/094-A-12 b-050-J/094-A-12 c-040-J/094-A-12 d-040-J/094-A-12 a-040-J/094-A-12 b-039-J/094-A-12 c-029-J/094-A-12 d-029-J/094-A-12 a-029-J/094-A-12 b-028-J/094-A-12 c-018-J/094-A-12 b-018-J/094-A-12 a-018-J/094-A-12 008-J/094-A-12 007-J/094-A-12 SE 35-88-24-W6M NE 26-88-24-W6M NW 25-88-24-W6M SW 25-88-24-W6M SE 25-88-24-W6M NW 24-88-24-W6M NW 19-88-23-W6M SW 19-88-23-W6M SE 19-88-23-W6M NE 18-88-23-W6M DL 2306 NW 17-88-23-W6M SW 17-88-23-W6M NE 17-88-23-W6M SE 17-88-23-W6M SW 16-88-23-W6M SE 16-88-23-W6M SW 15-88-23-W6M SE 15-88-23-W6M SW 14-88-23-W6M	NW 11-88-23-W6M NE 11-88-23-W6M W 12-88-23-W6M NE 12-88-23-W6M NW 07-88-22-W6M SW 07-88-22-W6M SE 07-88-22-W6M NE 06-88-22-W6M NW 05-88-22-W6M SW 05-88-22-W6 SE 05-88-22-W6M NE 32-87-22-W6M SW 33-87-22-W6M SE 33-87-22-W6M NE 28-87-22-W6M NW 27-87-22-W6M NE 27-87-22-W6M SE 27-87-22-W6M SW 26-87-22-W6M NW 23-87-22-W6M NE 23-87-22-W6M SE 23-87-22-W6M SW 24-87-22-W6M NW 13-87-22-W6M NE 13-87-22-W6M SE 13-87-22-W6M SW 18-87-21-W6M SE 18-87-21-W6M SW 17-87-21-W6M SE 17-87-21-W6M SW 16-87-21-W6M SE 16-87-21-W6M BL A 15-87-21-W6M FR 10-87-21-W6M DL 2004 NW 11-87-21-W6M NW 11-87-21-W6M NE 11-87-21-W6M NE 11-87-21-W6M SE-11-87-21-W6M SE 11-87-21-W6M SW 12-87-21-W6M S 01-87-21-W6M NE 35-86-21 W6M SE 35-86-21-W6M SW 06-86-21-W6M NW 25-86-21-W6M E 25-86-21-W6M SW 30-86-20-W6M NW 19-86-20-W6M SW 19-86-20-W6M SE 19-86-20-W6M SW 20-86-20-W6M NW 17-86-20-W6M SW 17-86-20-W6M NW 08-86-20-W6M NE 08-86-20-W6M SE 08-86-20-W6M SW 09-86-20-W6M NW 04-86-20-W6M NE 04-86-20-W6M SE 04-86-20-W6M NE 33-85-20-W6M NW 34-85-20-W6M SW 34-85-20-W6M SE 34-85-20-W6M NE 27-85-20-W6M NW 26-85-20-W6M S 26-85-20-W6M SE 25-85-20-W6M S 24-85-20-W6M NE-13-85-20-W6M NW 18-85-19-W6M	SW 18-85-19-W6M NW 07-85-19-W6M W 08-85-19-W6M NE 07-85-19-W6M NE 08-85-19-W6M NW 09-85-19-W6M NW 04-85-19-W6M NE 09-85-19-W6M SW 04-85-19-W6M SE 9-85-19-W6M SE 04-85-19-W6M NE 04-85-19-W6M SW 03-85-19-W6M NW 34-84-19-W6M SW 34-84-19-W6M SE 34-84-19-W6M NE 27-84-19-W6M NW 26-84-19-W6M SW 26-84-19-W6M SE 26-84-19-W6M NE 23-84-19-W6M NW 24-84-19-W6M PT NW 24-84-19-W6M NE 24-84-19-W6M NW 19-84-18-W6M SW 19-84-18-W6M SE 19-84-18-W6M NE 18-84-18-W6M SE 18-84-18-W6M SW 17-84-18-W6M NW 08-84-18-W6M NE 08-84-18-W6M NW 09-84-18-W6M L 1 09-084-18-W6M SW 09-84-18-W6M SE 09-84-18-W6M SW 10-84-18-W6M SW 10-84-18-W6M SE 10-84-18-W6M SW 11-84-18-W6M NW 02-84-18-W6M NE-02-84-18-W6M NW 01-84-18-W6M NE 01-84-18-W6M W 06-84-17-W6M NW 31-83-17-W6M NE 31-83-17-W6M SE 31-83-17-W6M NE 30-83-17-W6M NW 29-83-17-W6M SW 29-83-17-W6M NW 20-83-17-W6M NE 20-83-17-W6M SE 20-83-17-W6M NE 17-83-17-W6M SE 17-83-17-W6M NE 08-83-17-W6M SE 08-83-17-W6M L A 5&8-83-17-W6M NE 05-83-17-W6M SE 05-83-17-W6M SW 05-83-17-W6M NW 31-82-17-W6M SW 31-82-17-W6M SE 31-82-17-W6M NE 30-82-17-W6M NW 29-82-17-W6M SE 30-82-17-W6M NW 29-82-17-W6M SW 29-82-17-W6M NW 20-82-17-W6M NE 20-82-17-W6M N 20-82-17-W6M	NW 21-82-17-W6M SW 21-82-17-W6M S 21-82-17-W6M SW 21-82-17-W6M SW 21-82-17-W6M NW 16-82-17-W6M S 16-82-17-W6M N 09-82-17-W6M N 10-082-17 W6M SE 10-82-17-W6M SE 09-82-17-W6M NE 04-82-17-W6M NW 04-82-17-W6M SW 04-82-17-W6M NE 33-81-17-W6M NW 33-81-17-W6M SE 33-81-17-W6M NE 28-81-17-W6M W 27-81-17-W6M SE 27-81-17-W6M NE 22-81-17-W6M NW 23-81-17-W6M S 23-81-17-W6M SW 24-81-17-W6M NW 13-81-17-W6M E 13-81-17-W6M S 18-81-16-W6M SE 07-81-16-W6M NW 08-81-16-W6M NE 08-81-16-W6M SE 08-81-16-W6M S 09-81-16-W6M NE 04-81-16-W6M S 03-81-16-W6M SW 02-81-16 W6M NW 35-80-16-W6M E 35-80-16-W6M SW 36-80-16-W6M SE 36-80-16-W6M SW 31-80-15-W6M NW 30-80-15-W6M NE 30-80-15-W6M NW 29-80-15-W6M NE 29-80-15-W6M NW 28-80-15-W6M SW 28-80-15-W6M SE 28-80-15-W6M SW 27-80-15-W6M NW 22-80-15-W6M NE 22-80-15-W6M NW 23-80-15-W6M NE 23-80-15-W6M SE 23-80-15-W6M SW 24-80-15-W6M SE 24-80-15-W6M NE 13-80-15-W6M S 19-80-14-W6M NW 18-80-14-W6M NE 18-80-14-W6M NW 17-80-14-W6M NE 17-80-14-W6M NW 16-80-14-W6M E 16-80-14-W6M SW 15-80-14-W6M SE 15-80-14-W6M SW 14-80-14-W6M SE 14-80-14-W6M NE 11-80-14-W6M NW 12-80-14-W6M NE 12-80-14-W6M NW 07-80-13-W6M S 07-80-13-W6M SE 07-80-13-W6M
en Alberta				
LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN	LÉGALE DES TERRAIN
SW 08-80-13-W6M SW 08-80-13-W6M SE 08-80-13-W6M NE 05-80-13-W6M NW 04-80-13-W6M NE 04-80-13-W6M NW 03-80-13-W6M SW 03-80-13-W6M	SE 03-80-13-W6M SW 02-80-13-W6M SE 02-80-13-W6M NE 35-79-13-W6M NW 36-79-13-W6M SW 36-79-13-W6M SE 36-79-13-W6M SW 31-79-12-W6M	SE 31-79-12-W6M SW 32-79-12-W6M SE 32-79-12-W6M SW 33-79-12-W6M SE 33-79-12-W6M SW 34-79-12-W6M NW 27-79-12-W6M SE 34-79-12-W6M	NE 27-79-12-W6M NW 26-79-12-W6M SW 26-79-12-W6M SE 26-79-12-W6M NE 23-79-12-W6M NW 24-79-12-W6M NE 24-79-12-W6M NW 19-79-11-W6M	SW 19-79-11-W6M SE 19-79-11-W6M NE 18-79-11-W6M SE 18-79-11-W6M

«LA GRANDE ENTREVUE»

Steve Jodoin

Installé en Alberta depuis 2001, Steve Jodoin a découvert sa passion pour le théâtre à Jasper, peu après avoir quitté son Québec natal pour ce qui devait être une année sabbatique. Après avoir obtenu un diplôme du programme de comédie musicale du Grant MacEwan College, à Edmonton, en 2004, il a entamé une carrière dynamique qui l'a conduit sur scène et à la télévision, mais aussi à fonder sa propre entreprise de production.

Le Franco : Bonjour Steve. Vous avez pris la direction artistique de L'UniThéâtre, il y a déjà plus de trois ans. Quel regard portez-vous sur l'évolution des choses? Avez-vous atteint les objectifs que vous vous étiez fixés?

Steve Jodoin : Après la pandémie de [COVID-19], L'UniThéâtre avait besoin de reconnecter avec son public. Il fallait aussi rebâtir le bassin d'artistes franco-albertains et améliorer la communication avec les autres théâtres francophones de l'Ouest. C'est beaucoup là-dessus que j'ai travaillé au cours des dernières années et je pense qu'on est sur une très bonne lancée.

J'ai joint le conseil d'administration de l'Association des théâtres francophones du Canada qui regroupe, entre autres, les compagnies professionnelles de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan avec qui on a développé nos liens.

Mon but est de continuer à soutenir les artistes locaux. On a tellement de bons artistes et de bons comédiens. J'aimerais éventuellement pouvoir présenter un texte local par année ou tous les deux ans au théâtre. Ça permettrait de mettre en valeur nos **dramaturges**. Ça me tient beaucoup à cœur.

Bref, je pense qu'il y a encore du travail à faire, mais avec la petite équipe qu'on a, je suis très fier de ce qu'on a accompli jusqu'ici.

Le Franco : Quels sont les défis qui vous ralentissent dans votre démarche?

Steve Jodoin : Notre principal défi, puisqu'on est une compagnie à but non lucratif francophone en milieu minoritaire, c'est évidemment le manque de ressources financières. Mais on est bien encadrés avec nos bailleurs de fonds. Une de nos priorités, c'est de trouver une façon d'augmenter nos budgets pour augmenter la qualité et le nombre de productions qu'on offre à notre public.

Un autre enjeu, c'est le fait qu'on a une très petite équipe. J'aimerais pouvoir augmenter un peu le nombre de joueurs, ce qui nous aiderait à prendre plus d'ampleur et être plus présents à travers la province.

Un défi qu'on oublie souvent, c'est qu'en moyenne, il y a seulement 1% de la population qui va au théâtre. [Trouver des] francophones dans ce 1%, ce n'est pas toujours évident. [On se demande] souvent comment on peut arriver à attirer plus de gens, en créant une offre qui puisse intéresser le plus grand [éventail] de personnes possible. Les gens ont des goûts différents...

Il y a une difficulté supplémentaire présentement, avec tout ce qui se passe dans le monde, parce qu'on veut présenter du théâtre qui divertit les gens,

qui fait rire et qui est léger. C'est pas nécessairement le temps de faire réfléchir et démolir [le moral]. C'est une grande réflexion [de déterminer] comment on veut s'enligner pour les saisons qui s'en viennent. On veut que notre public oublie tout ce qui se passe [quand] ils sont avec nous.

Le Franco : On dit souvent que le théâtre est un miroir de la société. Dans le contexte politique actuel, vous dites vouloir divertir, mais pas nécessairement faire réfléchir en abordant des thèmes trop dramatiques. Pourquoi?

Steve Jodoin : Tout commence dans la manière de présenter [les pièces]. Si on prend *Crawlspac* [présentée en mars], qui aborde la question du logement, la manière dont c'est présenté est hilarante. C'est une pièce qui nous amène au moment de l'achat d'une première maison et qui rappelle l'importance de faire ses recherches. Ce n'est pas dramatique, même si le sujet est sérieux à la base.

J'essaie de choisir ce genre de pièces qui nous permettent de rester sain [d'esprit] dans le contexte actuel, mais qui ne sont pas vides de sens. C'est dans ce sens-là que je parle de vouloir divertir plutôt que de faire réfléchir.

Le Franco : Vous mentionnez *Crawlspac*. Cette pièce, qui sera présentée en mars, a été traduite de l'anglais par Mishka Lavigne. Quel rôle accordez-vous à la traduction dans le développement du théâtre francophone? Est-ce un moyen clé pour offrir une plus grande variété d'œuvres?

Steve Jodoin : Tout à fait. Ça permet de faire découvrir à notre public francophone des pièces qui n'auraient peut-être pas connu autrement.

Le Franco : L'UniThéâtre est la seule compagnie de théâtre francophone en Alberta. Parlez-moi de votre relation avec les compagnies voisines, dans les provinces de l'Ouest. Est-ce que vous envisagez de faire des partenariats?

Steve Jodoin : Il y a plusieurs projets qui mijotent présentement. Ces relations sont ultra importantes. Le Théâtre la Seizième en Colombie-Britannique et La Troupe du Jour en Saskatchewan sont dans la même position que nous. Ce sont également les seules compagnies de théâtre francophones dans leurs provinces [respectives]. C'est important de créer des choses ensemble parce qu'on se comprend notamment au niveau des budgets.

[...] On espère faire de plus en plus de partenariats avec eux en faisant des coproductions ou en présentant certains de leurs spectacles. Ce qui est excitant, c'est l'idée de permettre à nos artistes d'aller jouer à Winnipeg ou à Vancouver et pas seulement ici, en Alberta.

Le Franco : La pièce *Quand Maman sourit* sera présentée dans une soixantaine d'écoles en Alberta et en Colombie-Britannique. Vous avez également des ateliers de théâtre pour les jeunes, ainsi que le projet La plume parlante, le festival Théâtre jeunesse de l'Alberta et le Camp Multi-Arts, qui roulent en même temps. Quelle importance accordez-vous à la vocation éducative et pédagogique de L'UniThéâtre?

Steve Jodoin : C'est ultra important. C'est bien beau d'envoyer nos enfants à l'école francophone, mais si on veut les motiver à continuer de parler en français, il faut les faire interagir avec notre culture. Il faut leur dire : il y a du théâtre qui se fait en français, de la musique en français, du cinéma en français, etc. Il faut leur montrer que leur langue est [vivante].

Avec la tournée jeunesse, on cherche à initier les jeunes au théâtre. Notre pièce *Quand maman sourit* s'adresse aux jeunes de la maternelle jusqu'à ceux qui sont en 6^e année. Beaucoup d'entre eux n'ont pas la chance d'écouter du théâtre en français au quotidien.

Si on peut aussi motiver certains élèves à poursuivre leur parcours en théâtre, c'est un plus. Ça crée une relève francophone. J'ai d'ailleurs la chance aujourd'hui de travailler avec plusieurs artistes que j'ai connus dans nos événements, comme le festival Théâtre jeunesse, quand ils étaient plus jeunes. Ça démontre que c'est possible de développer des artistes à travers [notre offre communautaire].

Le Franco : La francophonie albertaine est en constante évolution, tout comme votre public. Comment L'UniThéâtre s'est-il adapté à cette réalité et s'assure-t-il de refléter la diversité culturelle de la francophonie?

Steve Jodoin : Pour moi, cette diversité-là est très spéciale et importante. On a une grande chance d'avoir un public aussi diversifié. Ça nous permet d'offrir des pièces de plusieurs styles différents. On essaie de plaire à un peu tout le monde. Ce qui est drôle, c'est que certains membres du public devant lequel je jouais il y a vingt ans sont encore là!

Mais il y a aussi une toute nouvelle génération de parents qui viennent au théâtre avec leurs enfants et des jeunes qui s'y intéressent aussi. On voit bien sûr de plus en plus de membres de la communauté africaine. On doit construire des ponts pour s'assurer de leur offrir du théâtre qui puisse les intéresser.

Le Franco : À quoi peut-on s'attendre au cours des prochaines saisons?

Steve Jodoin : Notre grand objectif est d'augmenter notre présence régionale dans la province. On veut pouvoir présenter notre théâtre francophone un peu partout et pas seulement à Edmonton. On a un grand territoire à couvrir... On a des discussions par rapport à ça présentement. On aimerait aussi accroître notre présence à Calgary. Je ne sais pas si on va réussir à accomplir ça d'ici la prochaine saison, mais on travaille fort là-dessus. ▲

Grande
entrevue

EDMONTON

ARTS ET
CULTURE

Dans le cadre de la troisième entrevue de notre série et pour souligner le Mois de la francophonie albertaine, nous avons rencontré Steve Jodoin, le directeur général et directeur artistique de L'UniThéâtre.



NOTRE GRAND OBJECTIF EST D'AUGMENTER NOTRE PRÉSENCE RÉGIONALE DANS LA PROVINCE.»

Steve Jodoin

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

GLOSSAIRE

DRAMATURGE
Professionnel
de théâtre

«

UN DÉFI QU'ON OUBLIE
SOUVENT, C'EST QU'EN
MOYENNE, IL Y A
SEULEMENT 1% DE LA
POPULATION QUI VA
AU THÉÂTRE.»

Steve Jodoin



- 1 Steve Jodoin est le directeur général et le directeur artistique de L'UniThéâtre. Photo : Courtoisie
- 2 La coproduction *Trout Stanley* de L'UniThéâtre et du Théâtre Niveau Parking a mis en vedette Steve Jodoin dans le rôle principal. Il se trouve ici en compagnie de la comédienne Mélissa Merlo. Photo : Émilie Dumais
- 3 Steve Jodoin dans la pièce *Art* produite par L'UniThéâtre en 2022. Photo : Julianne Damer

Collage par Andoni Aldasoro Rojas.

Certains passages
ont été révisés
pour faciliter leur
compréhension.

PARCOURS ENTREPRISE



Services gratuits
d'accompagnement
sur mesure



PARCOURS EMPLOI



LA CITÉ DES ROCHEUSES SE MET À L'ANGLAIS

Ce n'est pas que la langue de Molière n'a plus le droit de cité, c'est plutôt que la langue de Shakespeare vient enrichir les services offerts par l'organisme culturel francophone de Calgary.



CALGARY



FRANCOPHONIE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



FRANCHEMENT,
ÇA SE PASSE
TRÈS BIEN POUR
MOI, LES COURS
SONT BIEN
PROGRAMMÉS
ET ADAPTÉS À
NOTRE NIVEAU.»
Zazak Bouarab

ANDRÉ MAGNY
JOURNALISTE

On peut se demander pourquoi un organisme francophone vient offrir des cours d'anglais. Quelle est la valeur ajoutée? C'est que la Cité des Rocheuses joue un rôle important dans l'intégration des nouveaux arrivants dans la région de Calgary.

En plus de ses traditionnels cours de français, l'organisme a récemment élargi son offre pour inclure, depuis septembre 2024, des cours d'anglais destinés notamment aux francophones. Cette initiative répond à un besoin grandissant parmi les immigrants, qui viennent s'installer en Alberta.

Manon Davoust, coordonnatrice du cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC) au sein de la Cité des Rocheuses, explique que le programme est financé par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) dans le cadre du programme Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC). Ce financement permet d'offrir des cours gratuits accessibles aux nouveaux arrivants qui doivent rapidement développer des compétences linguistiques pour s'intégrer sur le marché du travail.

CHOISIR LA CITÉ DES ROCHEUSES

Outre la gratuité des cours, les personnes passant par la Cité des Rocheuses peuvent espérer un temps d'attente moins long pour commencer leurs cours.

Si, pour le français, «on a environ 400 personnes sur la liste d'attente», précise Mme Davoust, pour l'anglais, c'est encore raisonnable, car plus récent. La responsable a aussi demandé à l'organisme qui lui fournit des clients de «freiner quelque peu les inscriptions pour nous assurer de pouvoir accueillir tout le monde».



↑ Les cours d'anglais comme les cours de français proposés par la Cité des Rocheuses peuvent se donner en présence ou de manière virtuelle. Photo : Courtoisie

Les cours sont offerts en personne et en ligne, avec des classes d'environ 15 étudiants par session. Toutefois, ce nombre devrait augmenter prochainement. «À partir d'avril, en raison des nouvelles politiques gouvernementales, on va augmenter à 20 élèves», précise Manon Davoust.

LA LANGUE POUR S'INTÉGRER

Zazak Bouarab est l'un de ces étudiants. Alors que sa famille est arrivée d'Algérie en 2022, lui a du attendre cette fin d'année 2024 pour finalement les rejoindre après de nombreux aller-retours. En effet, cet ancien entrepreneur et propriétaire d'une maison de production audiovisuelle et événementielle devait **cloturer** ses affaires au pays. Aujourd'hui installé avec sa femme Nadine et ses deux filles – une troisième s'est ajoutée depuis! –, il parle déjà le tamazight (langue berbère), le français et l'arabe mais pour lui, apprendre l'anglais était une nécessité «pour avoir plus d'opportunités

de travail et de s'intégrer plus rapidement».

Comme il l'explique lui-même, «s'installer dans un nouveau pays si loin, c'est accepter l'inconnu, apprendre à construire un quotidien et s'ouvrir à une nouvelle culture. On avait choisi de vivre à Calgary, qui est une ville anglophone, car c'était le défi qu'on s'était fixé avec ma femme pour que nos filles puissent être bilingues, sachant que leur première langue était le français.»

Et pas question pour M. Bouarab et sa conjointe d'aller ailleurs qu'à la Cité des Rocheuses pour suivre les cours d'anglais. L'accueil chaleureux qu'ils y ont reçu à leur arrivée à Calgary avait fait son chemin dans leur tête. Après quatre semaines dans la classe d'Olena Spiian, Zazak Bouarab se dit enchanté par les cours qu'il suit en présentiel durant les matinées. «Franchement, ça se passe très bien pour moi, les cours sont bien programmés et adaptés à notre niveau et, déjà, je sens que je m'améliore de jour en jour.»

APRÈS LE 30 MARS...

Malgré son succès, la Cité des Rocheuses doit faire face à une incertitude administrative. Le financement du programme actuel prend fin à la fin de ce mois et l'organisme est en pleine négociation pour renouveler ses fonds.

«Tous les organismes qui offrent des services IRCC sont dans la même situation, commente Manon Davoust. On doit attendre la signature des nouveaux contrats avant de savoir si on peut continuer.» Cette situation complique la gestion des listes d'attente, même si Mme Davoust reste somme toute confiante.

En attendant, la Cité des Rocheuses poursuit sa mission d'accompagnement linguistique pour aider les nouveaux arrivants, comme Zazak Bouarab et sa famille. ▲



GLOSSAIRE

CLOTURER
Fermer
administrativement



Vente du
#MoisFrab

En vigueur du 1er février au 31 mars 2025

acfa.ab.ca/boutique



COMMENCER SON UNIVERSITÉ SUR LES BANCS DU SECONDAIRE

PROVINCIAL

ÉDUCATION

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ON A UNE LISTE
DE SEPT OU HUIT
COURS QU'ON
PEUT OFFRIR
EN FORMAT DE
COURS À DOUBLE
RECONNAIS-
SANCE.»

Jason Carey



GLOSSAIRE

APANAGE

Ce qui appartient en
propre à quelqu'un
ou à quelque chose

ANDRÉ MAGNY
JOURNALISTE

C'est ce qu'on appelle suivre un cours à double reconnaissance de crédit. Une initiative du Campus Saint-Jean et des conseils scolaires francophones de l'Alberta.

Il aura fallu deux ans avant que le projet vienne au monde. Rencontres et discussions ont mené à bon port cette initiative conjointe des instances universitaires et des conseils scolaires francophones de la province. Elle est maintenant approuvée et encouragée par le ministère de l'Éducation de l'Alberta.

Concrètement, le projet s'adresse aux élèves de 11^e et 12^e année. Le principe des cours à double reconnaissance de crédit permet à l'élève d'obtenir des crédits pour son diplôme d'études secondaires et, selon l'établissement postsecondaire pressenti, il reçoit aussi des crédits de niveau collégial ou universitaire, dépendamment du parcours qu'il suivra après ses études secondaires.

UNE PREMIÈRE FRANCO-ALBERTAINE

Martin Poirier, gestionnaire du campus satellite de Calgary du Campus Saint-Jean, dont le rôle dans ce dossier est de faire la promotion du programme auprès des conseils scolaires francophones, rappelle que les cours à double reconnaissance de crédit existaient déjà chez les anglophones. «Mais là, on voulait qu'il y ait quelque chose du côté francophone.»

Ainsi, depuis janvier, le cours d'économie 101, Introduction à la microéconomie, est offert à neuf étudiants, dont sept élèves du Conseil scolaire Centre-Nord, d'après les chiffres obtenus du Campus Saint-Jean.

«Dans le cadre de ce cours qui vient de débuter, le partenariat est avec le volet universitaire du Campus», commente Robert Lessard, directeur général du Conseil scolaire Centre-Nord.

Mais d'autres pourraient s'ajouter dans un avenir pas trop lointain, selon le doyen du Campus Saint-Jean, Jason Carey. «On a une liste de sept ou huit cours qu'on peut offrir en format de



↑ Martin Poirier, ancien directeur d'école et gestionnaire pour le Campus Saint-Jean. Photo : Courtoisie

cours à double reconnaissance, une fois que le gouvernement albertain les aura approuvés.»

Parmi les futurs cours, le doyen mentionne des cours d'éducation, d'initiation aux statistiques, de psychologie et de sociologie qui sont donnés aux étudiants du premier cycle universitaire. Par ailleurs, trois cours potentiels du Centre collégial de l'Alberta viennent s'ajouter à la liste. Le doyen Carey énumère le cours de comportement organisationnel, un autre sur le jeu (éducation à la petite enfance) et un dernier sur la santé, le corps humain et la maladie chronique.

UN DÉFI À RELEVER

Le cours d'économie 101 est offert par un professeur du Campus Saint-Jean de manière virtuelle et en soirée, tout le groupe pouvant ainsi être ensemble. Pour Robert Lessard, «les élèves et leurs familles sont régulièrement intéressés à participer à des expériences scolaires qui leur fournissent un défi. Les cours à double reconnaissance leur offrent cette occasion de se dépasser». De plus, chaque élève peut compter sur l'appui d'un enseignant de son école secondaire.

Il s'agit d'une occasion pour s'initier à un champ d'études universitaires, tout en cumulant des crédits à la fois au niveau secondaire, collégial ou universitaire. Et pas besoin d'être déjà ins-



↑ Jason Carey, doyen du Campus Saint-Jean. Photo : Courtoisie

crit au Campus Saint-Jean pour suivre le cours.

Si les élèves choisissent de poursuivre des études au Campus Saint-Jean, ils auront déjà en poche trois crédits universitaires transférables dans le programme qu'ils auront choisi. Et cinq crédits viendront s'ajouter pour leur cheminement au secondaire. Un autre objectif des cours à double reconnaissance de crédit est de permettre aux élèves de mieux connaître le Campus Saint-Jean et d'avoir ainsi en tête qu'il est possible de suivre un parcours postsecondaire en français.

D'après Martin Poirier, ces cours à double reconnaissance de crédit permettront «à des étudiants sérieux d'avoir un avant-goût de ce qui va les attendre à l'université et, en plus, ça ne leur coûte rien, car c'est le conseil scolaire qui paye!»

Le doyen Carey estime, quant à lui, que la possibilité pour des jeunes de goûter au savoir universitaire est aussi une façon pour le Campus Saint-Jean de se positionner «dans l'écosystème éducatif», de faire en sorte qu'ils se souviennent de la possibilité de continuer en français leurs études universitaires.

Si, pour l'instant, du côté francophone, les cours à double reconnaissance de crédit sont l'**apanage** des conseils scolaires francophones, Martin Poirier assure que la prochaine étape sera de proposer ces cours aux élèves d'immersion française. ▲



INTÉGRATION

entrepreneuriale
réussie

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.

Contactez-nous dès maintenant pour
prendre rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@parallele-ab.ca.



 **Parallèle**
ALBERTA

Financé par :



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Funded by:

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada



Malorie Itoba

Créatrice de mode africaine

Mon histoire: ma force

Je me suis lancée en affaires très jeune, à la fois par nécessité et par désir d'indépendance. Étudiante sans moyens pour financer mes études, j'ai choisi de prendre mon avenir en main plutôt que de dépendre des autres. J'ai commencé par vendre des bijoux et des accessoires, transformant chaque petit succès en une étape vers mon autonomie. Grâce à cette initiative, j'ai pu financer mes études et, plus encore, créer des opportunités pour d'autres afin qu'ils puissent, eux aussi, atteindre leur liberté financière.

Peu importe les défis,
avance avec
détermination.

Claire Marrec



Sunny Pathway : Faites rayonner votre carrière

Un objectif clair : faire rayonner les parcours

J'ai été fascinée par la façon dont les gens apprennent et évoluent. Avec Sunny Pathway, j'ai souhaité proposer un accompagnement de carrière unique, alliant mes connaissances en neurosciences et mon expérience en ressources humaines. Mon ambition ? Redonner confiance à chacun et éclairer leur chemin dans les transitions professionnelles.



Brillez dans votre carrière

Transformez chaque transition en
opportunité de grandir avec
confiance.



Enthousiasme et dynamisme au cœur de l'apprentissage des premiers soins.

Delphine Mejean



L.M. La Vie : Partenaire de formation agréé par la Croix-Rouge

Un engagement envers la qualité et l'accessibilité

L.M. La Vie apporte à la communauté francophone une approche flexible et inclusive. Dynamique et impliquée, je privilégie les petits groupes afin de favoriser un apprentissage interactif et permettre aux participants de poser leurs questions en toute confiance.

L'entreprise met un point d'honneur à offrir une formation de qualité, où chaque participant ressort avec des compétences concrètes et une réelle confiance en ses capacités à intervenir en cas d'urgence. Un parcours marqué par la persévérance.

Devenir partenaire de formation de la Croix-Rouge Canadienne a été un défi de taille. Il a fallu passer par tout le processus d'apprentissage en anglais, obtenir les certifications nécessaires et comprendre les démarches pour être reconnue au titre de partenaire francophone en Alberta. Il aura fallu près de six mois avant que les premiers groupes se forment véritablement et presque un an pour me faire connaître dans cette grande communauté francophone d'abord à Calgary puis en Alberta.

Aujourd'hui, L.M. La Vie est une référence en matière de formation en premiers soins pour les francophones de l'Alberta.

Philomaine Deblard



Oser, Persévérer, Réussir

Se bâtir un avenir par l'entrepreneuriat

Dans mon pays d'origine, j'ai créé mon entreprise en entretien ménager avec une vision claire : être indépendante financièrement, ne dépendre de personne, et surtout, offrir un avenir meilleur à mes enfants. Avant cela, en travaillant comme employée, je manquais beaucoup de moments précieux avec eux, car je devais quitter tôt le matin et revenir tard le soir. Un jour, en rentrant chez moi, j'ai remarqué que l'état de santé d'un de mes enfants nécessitait mon attention, ce qui a été un véritable déclic. C'est à ce moment que j'ai pris conscience que je ne pouvais plus continuer à sacrifier mon temps et ma présence auprès de ma famille.

Grâce à mon travail acharné, j'ai pu financer leur éducation, obtenir mon visa et m'ouvrir les portes du monde. Mais au-delà de leur avenir, l'entrepreneuriat m'a aussi permis de préparer le mien. J'ai pu acheter une maison dans mon pays et investir dans des champs, posant ainsi les bases d'une retraite sereine.



Chaque jour est une chance de bâtir ton avenir, l'heure a sonné :

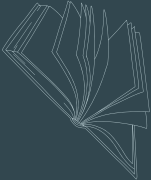
lève-toi et fais de tes rêves une réalité.





Les mots justes,
les fonds nécessaires.

Chaque projet mérite
d’être entendu et
soutenu. Ensemble,
donnons-lui les
moyens de grandir.



Audrey Senave

Financement et rédaction : votre succès en mots

Qui je suis

Passionnée par la langue française et le développement des organisations, j’ai réorienté ma carrière vers la révision et la recherche de subventions afin d’aider les OBNL et les PME à obtenir les ressources essentielles à leur croissance. Mon engagement repose sur l’excellence linguistique et un soutien efficace dans la recherche de financements. À travers un accompagnement stratégique et une communication soignée, je transforme les idées en projets solides et viables.

Perpetue Moro

Beauty’s Makeup

Sunny Pathway : Faites rayonner votre carrière

Beauty’s Makeup

Beauty's Makeup accompagne ses clientes dans leur mise en beauté à travers le maquillage, la coiffure et des soins capillaires adaptés.

- Maquillage naturel et élégant
- Coiffure, tresses et soins personnalisés
- Fabrication de produits capillaires 100% naturels

Commandez dès maintenant via
WhatsApp : +1 780-267-1475



Rêve capillaire – Un rêve de douceur pour vos cheveux





**Partager un
café, c'est
partager un
moment de vie.**

Sahar Chanbani



**The Cooffie : Une expérience authentique,
chaleureuse et un rêve qui dépasse les frontières**

Une passion devenue réalité

Né en 2020 en Tunisie, The Cooffie est le fruit de notre passion pour le café. Notre vision : offrir une alternative aux grandes franchises en privilégiant un service personnalisé et des produits faits maison. Fort de notre succès en Tunisie, nous nous apprêtons à ouvrir nos portes à Calgary, apportant la même approche : un café où l'on se sent chez soi, savourant des produits frais dans une ambiance invitante.

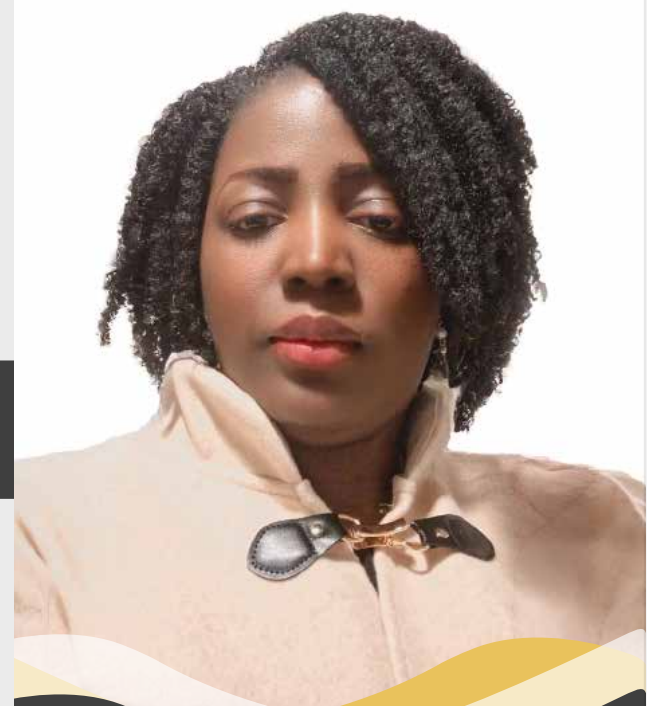
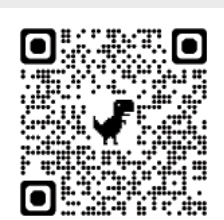
Flora Isabelle Yao



**Fakarel - Events & African Fashion :
L'art de rendre vos moments inoubliables**

À propos de Fakarel

Fondée en avril 2024, Fakarel allie 10 ans d'expérience en décoration événementielle à la création moderne de bijoux inspirés de l'Afrique. Notre mission : rehausser la beauté de vos instants précieux.



**Comme l'oiseau tisse
son nid, brin par brin,
nous tissons avec soin
la beauté de vos
moments.**





**Rêvez votre événement,
laissez-nous opérer
la magie.**



Christelle Kangah



Orkeila Events – Expertise en organisation et décoration d’événements

Orkeila Events

Chaque événement est une histoire à raconter, un moment précieux qui mérite d’être célébré avec soin et émotion. Chez Orkeila Events, nous donnons vie à vos idées en créant des expériences uniques, adaptées à votre vision et à votre budget. Que ce soit pour un mariage élégant, une fête d’anniversaire féérique ou un événement d’entreprise raffiné, nous mettons tout en œuvre pour que chaque détail soit à la hauteur de vos attentes.

Olfa Boukef



Sunny Pathway : Faites rayonner votre carrière

À propos de T.O. Craft and Learn

Lancée en mars 2024, T.O. Craft & Learn est une entreprise créative proposant des ateliers d’artisanat pour enfants et adultes. Notre objectif est de partager notre passion pour la création tout en offrant la possibilité de réaliser des objets personnalisés tels que des bijoux, des mugs et des cadres.



**Venez découvrir un
espace créatif où
chaque atelier est une
nouvelle aventure à
partager !**





Islam Sadiki



Reem Vision : De la passion à l'image, du maroc au canada

À Propos de Reem Vision

Reem Vision est une entreprise de production audiovisuelle et de photographie fondée par un couple passionné. Après avoir exercé au Maroc pendant 9 ans, nous avons étendu notre activité au Canada en 2024. Nous aidons les entreprises à amplifier leur image grâce à des contenus visuels de haute qualité, adaptés à leur identité et à leurs valeurs.

Donner vie
à votre vision

reemvision.com

Marie-Thérèse Etongo



LangBridge Assistance

LangBridge Assistance : Simplifiez votre gestion, optimisez votre croissance

À Propos

LangBridge Assistance aide les petites et moyennes entreprises (« PME ») à réduire leur charge administrative et à améliorer leur service client. Notre mission est de vous permettre de vous concentrer sur ce qui compte vraiment : le développement de votre activité et votre équilibre à travail-vie personnelle.



Votre partenaire
bilingue de
confiance.

Ensemble, construisons
des ponts vers le succès.



Nouria Djafri

Jardin des Découvertes – Garderie francophone

Quelques mots sur moi

Depuis toujours, j'ai un lien naturel avec les enfants. Ma grand-mère me répétait souvent que j'avais un don pour m'occuper d'eux, et avec le temps, j'ai compris à quel point elle avait raison. L'écoute, l'empathie et le soutien sont au cœur de ma personnalité, et c'est ce qui me permet d'accompagner chaque enfant avec bienveillance.

Chaque enfant
a le potentiel
de réaliser
de grandes
choses.





↑ Martin Bouchard, le directeur général du Comité FrancoQueer de l'Ouest. Photo : Courtoisie



↑ Rose-Eva Forgues-Jenkins assure la permanence du CFQO au Pride Centre of Edmonton. Photo : Courtoisie

DÉPART FORCÉ DU CFQO DE LA CITÉ FRANCOPHONE

La nouvelle est tombée en janvier : faute de place, le Comité FrancoQueer de l'Ouest (CFQO) devait déménager ses pénates. Le Pride Centre of Edmonton l'accueille depuis le 7 février. C'est une nouvelle ère qui commence pour l'organisme voué à la défense des droits de la communauté francophone 2ELGBTQIA+ et au dialogue avec les autres groupes francophones.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

ANDRÉ MAGNY
JOURNALISTE

Le communiqué du CFQO émis le 6 février annonçait laconiquement que «ce départ, bien que non souhaité, s'impose en raison de l'absence de locaux disponibles à La Cité francophone de la capitale albertaine». Le CFQO y avait ses bureaux depuis 2021 à même les locaux de Parallèle Alberta (anciennement le Conseil de développement économique de l'Alberta). «Cet environnement, poursuivait-on

dans le communiqué, a joué un rôle essentiel dans la croissance et les succès de l'organisation.» Cependant, lorsque joint au téléphone, Martin Bouchard, le directeur général du CFQO, voyait, malgré cette transition forcée, un avenir prometteur pour son organisme et refusait de s'apitoyer sur son sort. «Les baux étant ce qu'ils sont, nous avons dû nous adapter et trouver un nouvel endroit qui nous permettrait de poursuivre nos activités», explique-t-il. Malgré le caractère inattendu du déménagement, le CFQO a trouvé un accueil chaleureux au Pride Centre of Edmonton. «C'est un super bel espace, avec un bureau qui nous est dédié. Cette transition nous offre l'opportunité de mieux cultiver notre identité queer, alors que nous avons longtemps été centrés sur l'identité francophone», souligne le directeur général.

DES VOISINS ANGLOPHONES
Ce déménagement marque un tournant pour l'organisme qui pourra renforcer son rôle au sein de la communauté 2ELGBTQIA+, tout en maintenant ses activités en français. «On reste **enracinés** dans la communauté francophone, mais on voulait aussi affirmer notre place au sein de la communauté queer. Ce nouvel emplacement nous procure cette double possibilité», ajoute Martin Bouchard. De son côté, le directeur général du Pride Centre of Edmonton, Esjay Lafayette, accueille favorablement le CFQO comme nouveau locataire. «Cette arrivée démontre que l'inclusion et la diversité touchent toutes les communautés, y compris les Albertains / Albertaines d'expression française, et nous sommes fiers / fières de renforcer nos liens avec elleux», mentionnait-il dans le communiqué. L'installation au Pride Centre rapproche aussi le CFQO des jeunes et des étudiants, notamment



grâce à sa proximité avec l'université MacEwan. «Cela nous donne l'occasion d'être plus accessibles à une nouvelle génération qui s'identifie à la diversité et qui cherche des ressources adaptées à ses réalités», précise Martin Bouchard. Rose-Eva Forgues-Jenkins, gestionnaire de la programmation du CFQO, assure la permanence de l'organisme au sein du Pride Centre. Après une semaine seulement, Rose-Eva se disait contente de ses nouveaux voisins, mais, surtout, elle trouvait que c'était «un beau partenariat puisque beaucoup de nouveaux arrivants francophones participent à la programmation du Pride Centre». Elle a d'ailleurs déjà commencé à recevoir des gens, une semaine seulement après la prise de possession des lieux.

RÉACTIONS ET CONTINUITÉ
Le départ du CFQO de La Cité francophone n'a pas été sans réactions. «On a reçu des commentaires un peu déçus de la part d'organismes francophones, mais on leur a expliqué que ce n'était pas un choix volontaire. Nous restons en contact avec eux et nous considérons cela comme un au revoir plutôt qu'un adieu», assure Martin Bouchard. Le CFQO compte d'ailleurs maintenir ses collaborations avec la communauté francophone de l'Alberta. «Nous avons toujours des membres et des partenaires francophones et nous allons continuer à organiser des événements bilingues», insiste le directeur général de l'organisme. La rédaction a communiqué à plusieurs reprises avec l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) afin de connaître son point de vue sur la situation. Ni la présidente Nathalie Lachance ni la directrice générale Isabelle Laurin n'ont voulu commenter la situation, a-t-on appris par courriel, et ce, malgré la proximité géographique et politique de leurs locaux à La Cité francophone. ▲

GLOSSAIRE

ENRACINÉ
Implanté solidement

#MoisFrab

ÉVÉNEMENTS

En mars, de nombreuses activités et cérémonies du lever de drapeau franco-albertain ont lieu partout en province dans le cadre du Mois de la francophonie albertaine !

Participez en grand nombre !

Pour plus d'information :
acfa.ab.ca/frab2025
#frab #MoisFrab #RVFFranco

Vous êtes agent·e de police en activité ou en retraite? La GRC a des opportunités pour vous.

Postulez aujourd'hui
alberta.grc.ca/carrieres



Gendarmerie royale
du Canada

Royal Canadian
Mounted Police

Canada

PROVINCIAL

 SANTÉ

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO



↑ Amina Houlaf Khoufah. ↑ Miryam Ben Romdhane. ↑ Raouf Farah. Photos : Courtoisie

LE BIEN-ÊTRE DES IMMIGRANTS SOUFFRE

Prendre la décision de changer de pays peut être exaltant. Vivre avec cette décision, une fois arrivé dans son nouveau port d’attache, peut être déstabilisant. C’est dans cette perspective que le bien-être des nouveaux arrivants doit être pris au sérieux, tant sur le plan physique que mental. Le Réseau en immigration francophone de l’Alberta (RIFA) l’a compris.

Il faut savoir qu’Entrée express est un système en ligne du gouvernement canadien utilisé pour gérer les demandes de résidence permanente pour trois types de programmes d’immigration : Catégorie de l’expérience canadienne, Programme des travailleurs qualifiés (fédéral) et Programme des travailleurs de métiers spécialisés (fédéral).



GLOSSAIRE

ALARMISTE

Qui tend à faire peur, à effrayer, à apporter de l’angoisse

ANDRÉ MAGNY
JOURNALISTE

Conscient de la réalité des nouveaux venus en Alberta, le RIFA a récemment lancé une campagne de sensibilisation dédiée au bien-être des immigrants francophones.

Avant de lancer cette campagne, qui se poursuivra jusqu’au début de mars, le RIFA a pris le temps d’analyser la situation et de consulter les intervenants de première ligne. «C’est à partir de ces séances de travail que l’idée est née», explique Amina Houlaf Khoufah, agente de communication de l’organisme.

Elle explique qu’il a fallu échanger et finalement dispenser une formation à celles et ceux qui sont sur le terrain. «Avant de sensibiliser le grand public, nous avons d’abord commencé par outiller les conseillers et conseillères en établissement. Ce sont eux qui reçoivent directement les nouveaux arrivants et qui travaillent avec eux.»

UNE INITIATIVE NÉE D’UN CONSTAT ALARMANT

Amina Houlaf Khoufah assure que les défis rencontrés par ces intervenants sont nombreux et qu’ils sont souvent témoins des difficultés d’adaptation des nouveaux arrivants. Des difficultés qui ont souvent pour conséquence d’affecter la santé mentale des immigrants. Ces discussions ont aussi permis de mettre en lumière et de mieux comprendre les principaux obstacles auxquels font face les immigrants : adaptation culturelle, barrière linguistique, difficulté à trouver un emploi et reconnaissance des diplômes étrangers.

«Quand on arrive en Alberta, ce n’est pas juste un changement de pays, c’est souvent un changement de continent. Beaucoup doivent gérer la pression financière, les démarches administratives et l’intégration de toute leur famille. C’est un stress énorme», insiste l’agente de communication.

DES OUTILS CONCRETS POUR SENSIBILISER ET ACCOMPAGNER

Pour rendre cette sensibilisation plus accessible, le RIFA a misé sur des capsules vidéo, cinq au total. La première a été publiée le 13 février. «Nous avons

choisi de parler de bien-être mental, physique et émotionnel, plutôt que de santé mentale, car ce terme peut parfois être mal perçu», explique-t-elle.

L’objectif de ces vidéos est d’aborder le sujet de manière positive et déstigmatisée. «Nous avons voulu éviter d’utiliser un ton trop médical ou **alarmiste**. L’idée est de normaliser la discussion sur le bien-être sans qu’elle soit perçue comme une faiblesse», précise Amina.

La campagne de sensibilisation sera clôturée par le partage du répertoire des services sociaux et de santé mentale de l’Association canadienne-française de l’Alberta (ACFA), l’organisme porte-parole de la francophonie albertaine et membre du groupe de travail qui a amorcé cette campagne.

UNE PANOPLIE D’OBSTACLES

Miryam Ben Romdhane, de la Communauté Francophone Accueillante (CFA) de Calgary, accueille avec bienveillance cette campagne, à la fois comme coordonnatrice et comme conjointe d’un homme à la recherche d’un emploi.

Elle passe en revue toutes les embûches qui se dressent sur le chemin des nouveaux arrivants. «L’accès au marché du travail est très compliqué, explique-t-elle. On exige une expérience canadienne. Pourtant, les gens ont 10, 15 et 20 ans d’expérience dans leur pays d’origine, mais, malheureusement, ils n’ont pas d’expérience au Canada.» Résultat, de nombreux immigrants acceptent des emplois précaires et/ou s’inscrivent à de nouvelles formations pour finalement pouvoir exercer leur métier un jour.

Le manque de financement pour l’apprentissage de l’anglais s’ajoute au lot des difficultés d’intégration. Selon Miryam, «il n’y a pas de financement pour leur permettre d’apprendre l’anglais».

Et pour ajouter au parcours du combattant, les nouveaux arrivants font également face à la crise du logement. Selon un grand nombre, trouver un logement abordable devient en effet un véritable défi, surtout pour les familles. Entre les loyers élevés et le coût de la vie grandissant, certains se retrouvent dans une situation fragile dès leur arrivée.

L’accès aux services en français est un autre problème majeur, notamment en santé. «Il y a peu de médecins francophones», constate la coordonnatrice. Pour des personnes qui ne maîtrisent pas encore l’anglais, cela peut représenter un autre obstacle important pour leur bien-être et celui de leur famille.

DES ATTENTES EN DÉCALAGE AVEC LA RÉALITÉ

Beaucoup d’immigrants arrivent avec l’idée que le Canada leur offrira rapidement une vie meilleure, mais la réalité est souvent plus dure. «La majorité a connu cette déception», admet Miryam. Entre les difficultés d’emploi, les problèmes de logement et les barrières linguistiques, «je dirais que 60-70% des gens passent par une phase dépressive».

Si elle a réussi à s’intégrer et à trouver un emploi stable, son mari, lui, a connu un parcours plus difficile. «Il a vu que les salaires ne sont pas aussi élevés dans les organismes francophones», raconte-t-elle. Alors, pour améliorer ses chances sur le marché du travail, il a commencé à suivre des cours d’anglais, mais le manque de financement l’a contraint à arrêter. Il a dû se tourner vers des emplois plus précaires comme chauffeur Uber.

Cette situation a un impact psychologique important. L’absence d’un réseau de soutien et le manque de perspectives professionnelles mettent souvent les hommes immigrants dans une position délicate, surtout lorsqu’ils viennent de cultures où le rôle de subvenir à la famille est ancré et essentiel.

UN DIPLÔME RECONNU, MAIS INUTILISABLE

L’immigration est souvent perçue comme une promesse d’un avenir meilleur, mais pour Sabrina – nous respectons ici sa demande de garder confidentiel son nom de famille – ingénieure en biologie industrielle et titulaire d’un master en agroalimentaire, la réalité est bien plus complexe.

Arrivée par le biais d’Entrée express, elle espérait mettre à profit son expérience internationale. Pourtant, elle se retrouve aujourd’hui dans l’impasse.

L’obstacle principal : la reconnaissance des diplômes. «J’ai fait l’équivalence de mes diplômes au Canada, raconte Sabrina, et ils sont reconnus comme deux diplômes de master. Mais ça ne suffit pas.» En Alberta, elle ne peut pas exercer comme ingénieure sans passer par un processus de certification long et coûteux. Expérimentée, l’ancienne enseignante dans de nombreuses écoles internationales francophones ne voit aucune porte s’ouvrir et elle n’est pas toute seule.

Raouf Farah, Tunisien également, vit la même situation. Mais en plus, il a 10 ans d’expérience comme ingénieur en Ontario et au Québec et sa résidence permanente! «Quand je postule à un emploi, je reçois une réponse négative trois mois plus tard, sans explication, ou aucune réponse du tout. Je me sens comme si je lançais mes candidatures dans un trou noir.» C’est ça qui est le plus frustrant pour lui.

Son statut d’immigrant complique aussi son quotidien. Sans emploi, louer un logement devient presque impossible. «Pour louer, il faut une preuve d’emploi. Et cette preuve, je ne peux pas l’avoir parce que je n’ai justement pas d’emploi. C’est un cercle vicieux», ajoute-t-il, désespéré. Face à cette impasse, M. Farah souligne la nécessité de mieux préparer l’intégration des nouveaux arrivants, surtout pour les métiers réglementés comme celui d’ingénieur. Il recommande aux futurs immigrants de ne pas sous-estimer la difficulté du processus.

Face à des phrases déchirantes comme celle de Sabrina qui, de sa voix brisée, lance un «j’ai vraiment tout essayé...», Miryam Ben Romdhane est convaincue que l’élément clé de la réussite en tant que nouvel arrivant, c’est la préparation. Et surtout de se rappeler les raisons qui nous ont fait quitter le pays de nos ancêtres. ▲



ENVIE D’UN NOUVEAU DÉFI PROFESSIONNEL ?

Bénéficier d'un accompagnement complet, grâce à ces services

1. Série d'ateliers liés à l'emploi, incluant des ateliers d'anglais conversationnel

2. Rédaction et traduction de curriculums vitae et de lettres de présentation

3. Financement de cours d'appoint et d'autres dépenses reliées à l'emploi

4. Connexion avec les employeurs et placement en emploi



200-8627 Rue Marie-Anne Gaboury, Edmonton, AB T6C 3N1

780-490-6975

www.parallele-ab.ca



Réseau Impact Entreprise

01

Avantages exclusifs

Accédez à une gamme de ressources et à un programme d'économies exclusif grâce à notre partenariat avec la **FCEI**.

02

Événements privés

Accès exclusif aux événements de perfectionnement et de réseautage.

03

Visibilité accrue

Mise en avant dans notre répertoire et à travers nos canaux de communication.

04

Tarifs préférentiels

Réductions sur nos offres payantes.

05

Priorité

Référencement prioritaire lors de sollicitations.

**RENFORCEZ VOTRE RÉSEAU
AUGMENTEZ VOTRE IMPACT
PROPULSEZ VOTRE ENTREPRISE**

**ADHÉRER AU
RÉSEAU**



**CONTACTER UN
CONSEILLER**



780-414-6125



parallele-ab.ca



Parallèle Alberta





Le 4 mars, Virginia Rainville a dévoilé dernier la murale en céramique particulièrement colorée, fruit d’une collaboration entre l’École Joseph-Moreau et La Fondation franco-albertaine. Photo : Renée Lévesque Gauvreau

VIRGINIE RAINVILLE, UNE ARTISTE EN FEU

Virginia Rainville est une artiste touche-à-tout basée à Edmonton, animée par le désir de comprendre le fonctionnement des choses, quels que soient les domaines concernés. Son esprit curieux s’est développé dans son petit village natal de Sainte-Aurélie au Québec, un endroit où elle avait la liberté d’explorer sans limites.

Cette enfance sans frontières a nourri l’artiste en herbe qu’elle était déjà. Après des études en décors de théâtre, elle a long-temps travaillé à Québec, apportant de la lumière et de la couleur aux arts de la scène.

Virginia s’est installée avec sa famille dans l’Ouest en 2013, apportant avec elle son goût pour une vie colorée. Pourtant, ce qui l’a interpellée à son arrivée dans les prairies, c’est l’absence d’éclat : tout lui semblait «bien terreux».

Pour ne pas se décourager, elle a commencé sa carrière en insufflant de la couleur à tous ses projets. Éducatrice dans l’âme, elle travaille souvent comme artiste en résidence dans des écoles francophones et des programmes d’immersion française.

À travers des ateliers scolaires, elle partage son amour pour les arts visuels, soulignant l’importance de donner aux élèves la confiance nécessaire pour participer à la création. Mais, par-dessus tout, elle enseigne qu’une œuvre d’art est faite pour parler, invitant chacun à découvrir ensemble ce qu’elle a à exprimer.

DES ŒUVRES POUR LA COMMUNAUTÉ

C’est ainsi que Virginia Rainville a dévoilé le 4 mars dernier une murale en céramique particulièrement colorée, fruit d’une collaboration entre l’École Joseph-Moreau et La Fondation franco-albertaine, dans le cadre du Mois de la francophonie albertaine. Ce projet a été financé par la bourse du Fonds albertain pour la jeunesse créé par Jean Poulin en 2007 et a été conçu sur mesure par tous les élèves de l’école (295), ainsi que les membres du personnel de l’établissement scolaire.

Virginia aime également s’investir dans des événements d’engagement communautaire. Depuis six ans, elle dispose d’un espace spécialement dédié à ses créations lumineuses lors du festival Flying Canoë Volant. Elle est particulièrement attachée à ce lieu, niché dans le ravin Mill Creek, sur le chemin du camp des Premières Nations.

Chaque année, elle le transforme en un endroit d’émerveillement pour le plus grand bonheur des visiteurs. Pour elle, le son des tambours et des chants provenant du camp autochtone ajoute une touche supplémentaire d’enchantement.

Lors de la dernière édition en février, elle a installé des bancs fabriqués par un artisan albertain à partir de palettes de

Sabine Lecorre-Moore est une artiste visuelle et commissaire d’exposition basée en Alberta. Passionnée par les récits culturels et les liens entre l’art et la communauté, elle partage ses découvertes et réflexions dans *Le Franco*. Forte d’une carrière riche en projets collaboratifs, Sabine s’engage à faire rayonner la vitalité artistique et francophone de l’Alberta.



SABINE LECORRE-MOORE
CHRONIQUEUSE

bois. Le temps d’une pause, confortablement installé, le public a pu admirer la création «Banc de neige», une sculpture lumineuse recyclée évoquant la forme d’une petite butte de neige qui s’illumine comme par magie.

Très récemment, Virginia a répondu à l’appel du plus ancien festival hivernal de la ville d’Edmonton, Silver Skate, en créant une sculpture en feu. Le thème de cette année était «Comment sortir de la noirceur?». Pour elle, cette obscurité se combat en rallumant la flamme éternelle qui nous habite tous.

Pendant plus d’un mois, elle a sculpté une tête géante en bois recyclé. Lors d’une soirée, sous un ciel étoilé, cette structure haute de plus de quatre mètres a été illuminée de l’intérieur, produisant un feu puissant et, le temps d’un bref instant, des flammes bleutées. Ce spectacle envoûtant a fasciné tant l’artiste que son public. Encore vibrante de cette expérience, elle a déjà une nouvelle idée pour repousser les limites de son expérimentation de sculpture en feu lors du festival de 2026!

DES PROJETS PLEIN SON ATELIER

L’artiste travaille énormément sur la préparation de ses installations. Elle pense telle une ingénieure autodidacte à tous les détails nécessaires à la réussite de ses entreprises. Par exemple, quelle formule chimique utiliser pour obtenir de petites flammes colorées ou encore comment créer une sculpture de grande dimension transportable?

Toutes ces interrogations font partie intégrante de sa pratique artistique. Dans son atelier, on trouve, sur sa table



«Banc de neige» est une sculpture lumineuse recyclée évoquant la forme d’une petite butte de neige qui s’illumine comme par magie. Photo : Virginie Rainville



Tête géante en bois recyclé qui est devenue sculpture en feu lors du festival hivernal de la ville d’Edmonton, Silver Skate. Quand l’obscurité se combat en rallumant la flamme éternelle qui nous habite tous. Photos : Virginie Rainville

de travail, des tissus de toutes les textures et couleurs destinés aux décors et aux costumes pour les pièces de théâtre de L’UniThéâtre et du TALO, ainsi que des mosaïques qui seront bientôt installées dans une école. Et puis, au plafond, une sculpture suspendue attend patiemment l’artiste.

Cette sculpture en fil de fer représentant un chevreuil a été conçue au Métis Crossing lors de la résidence artistique Entr’Arts. Durant cette semaine de création organisée par le Regroupement artistique francophone de l’Alberta (RAFA), elle a fait la connaissance de Rose, gardienne du savoir métis.

Cette rencontre marquante a éveillé en elle le désir de créer, pour la première fois, une installation permanente sur le thème de la connexion entre les mondes de l’homme et de l’animal. Ce projet, mijotant à feu doux dans son esprit, ne manquera pas de nous surprendre à nouveau dans un avenir proche.

Pour l’instant, la multitalentueuse Virginia Rainville incarne une artiste animée d’un brillant feu intérieur, désireuse de partager sa vision inclusive d’une vie en toute liberté. ▲

À TRAVERS DES ATELIERS, ELLE PARTAGE SON AMOUR POUR LES ARTS VISUELS, SOULIGNANT L’IMPORTANCE DE DONNER AUX ÉLÈVES LA CONFIANCE NÉCESSAIRE POUR PARTICIPER À LA CRÉATION.»

Sabine Lecorre-Moore

GLOSSAIRE

NICHÉ

Situé dans un creux, un endroit caché, confortable

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPTRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEURE

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, ANDRÉ MAGNY,
SABINE LECORRE-MOORE

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se

limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Lignes Agates Marketing

réseau presse médias professionnels de l'Alberta FIER MEMBRE

CentralWeb Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



↑ L'équipe provinciale masculine l'année dernière. Photo : Courtoisie



↑ François Boucher. Photo : Courtoisie

LE FLAG FOOTBALL EN ESSOR DANS LA PROVINCE

Le flag football a connu une expansion fulgurante ces dernières années en Alberta. À l'approche des sélections nationales prévues en mars et avril, des efforts de recrutement intensifs sont en cours pour dénicher les meilleurs talents de la province et la francophonie pourrait bien y ajouter son grain de sel.



«C'EST VRAIMENT SPÉCIAL DE RENCONTRER DES JEUNES DE PARTOUT À TRAVERS LE PAYS.»
Josiane Dion



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Il y a deux ans, on avait envoyé seulement une équipe féminine et masculine aux nationaux. Et là, pour la deuxième année de suite, on va avoir six équipes dans trois catégories d'âge. Le programme se développe à une vitesse impressionnante», insiste François Boucher, entraîneur de l'équipe provinciale féminine U18 pour la saison 2025.

Ce dynamisme se reflète notamment dans la hausse notable des inscriptions aux sélections destinées à constituer les équipes provinciales. À l'heure d'écrire ces lignes, déjà 130 athlètes s'étaient inscrits aux essais. «Je remarque que le mot commence à se passer. Il y a de plus en plus de ligues scolaires et de ligues privées en Alberta, alors il y a beaucoup plus de joueurs et de joueuses que l'on peut recruter», analyse l'entraîneur.

D'après lui, le flag football séduit, entre autres, pour son accessibilité. Contrairement au football avec contact, qui requiert un équipement coûteux, le flag football ne nécessite ni épaulettes ni réel équipement de protection. «C[e] [n]'est pas très cher. Et il y a beaucoup moins de risques de commotions qu'au football traditionnel, alors c'est aussi moins risqué. Je pense que c'est entre autres pour ça qu'il y a de plus en plus de joueurs.»

L'engouement pour le flag football se manifeste aussi dans le milieu scolaire francophone, ajoute-t-il. L'École Maurice-Lavallée a lancé sa propre équipe masculine, il y a deux ans, et enregistre d'importants succès. «Ils sont champions de leur ligue depuis deux ans», signale celui qui en-

seigne également pour le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN).

Pour lui, l'idée que les écoles francophones forment des joueurs en français représente un atout majeur, qui maximise les chances d'accroître la présence francophone dans le **vivier** de talents de la province. «J'essaie d'amener le plus d'athlètes franco-albertains possible au niveau national. Déjà l'année passée, on avait quelques personnes issues de l'immersion et des écoles francophones», évoque François Boucher.

Un de ses anciens protégés, Eric Cormier, qui a joué à l'École Joseph-Moreau avant de poursuivre ses études en immersion française à l'École Harry Ainlay, a d'ailleurs fait partie de la sélection à deux reprises au cours des dernières années. «Moi et un de mes amis, qui est aussi en immersion, étions les deux seuls francophones chez les gars», partage-t-il.

DES ATHLÈTES MULTIDISCIPLINAIRES

L'athlète âgé de seize ans, qui pratique également le football avec contact, apprécie particulièrement le caractère distinctif du flag football. Il souligne que, contrairement au football traditionnel, le flag privilégie les jeux de passes, ce qui offre un rythme plus dynamique. «En réalité, les deux sports sont très différents. Il y a plus d'action au flag et j'aime explorer différentes positions sur le terrain», affirme-t-il.

Eric Dion ignore, cependant, s'il pourra intégrer l'équipe albertainne cette année, puisque les championnats nationaux, qui auront lieu à Kingston du 16 au 18 mai, se déroulent à des dates similaires que le début des essais de football avec contact. «Je veux être certain d'être assez reposé», précise-t-il.

Ces conflits d'horaire sont monnaie courante chez les joueurs de flag football, qui pratiquent

Les sélections 2025

- Les sélections pour le nord de la province auront lieu le 22 mars 2025 au Foote Field à Edmonton.
- Les sélections pour le sud de la province auront lieu le 23 mars 2025 au Shouldice Athletic Park à Calgary.
- Les sélections pour le centre de la province se dérouleront (sur invitation seulement) le 5 avril 2025 au MEGlobal Athletic Park à Lacombe.
- Les athlètes sélectionnés participeront à trois entraînements de l'équipe de l'Alberta prévus les 19 avril, 10 mai et 11 mai à Lacombe.

souvent plusieurs disciplines en même temps, explique François Boucher. «Une grande partie de nos athlètes sont multisports et au mois de mai, il y a beaucoup de championnats qui se jouent à travers plusieurs disciplines», mentionne-t-il.

Josiane Dion, qui a fait partie de l'équipe nationale l'année dernière et pratique également le hockey et le volleyball, constate, elle aussi, la complexité de conjuguer plus d'un sport en même temps. «J'espère que je n'aurai pas de [partie] de hockey en même temps que les sélections de flag, ça serait problématique», partage-t-elle.

Mais malgré son emploi du temps chargé, l'athlète âgée de quinze ans aspire à poursuivre sa progression et participer aux championnats où elle aime tisser des connexions avec les athlètes venus d'autres provinces. «C'est vraiment spécial de rencontrer des jeunes de partout à travers le pays», observe-t-elle.

UN SPORT QUI GAGNE SES LETTRES DE NOBLESSE

Une bonne manière de solidifier le programme national de flag football en Alberta serait d'augmenter la fréquence des entraînements avant

les championnats de mai de sorte que les joueurs puissent se pratiquer tout au long de l'année, affirme François Boucher. «En ce moment, on pratique seulement quelques mois avant les nationaux, ce qui n'est pas l'idéal.» Mais «ça pourrait compliquer les choses» pour les athlètes qui pratiquent plus d'un sport, admet-il.

Il espère que l'équipe nationale continuera de progresser dans les années à venir et que de plus en plus de jeunes se tourneront vers le flag football, surtout que la discipline fera son entrée aux Jeux olympiques de 2028 à Los Angeles. «C'est incroyable à quel point c'est rendu gros. J'espère que le flag va rester après 2028. D'ailleurs, la NFL (Ligue nationale de football américain) a remplacé le match des étoiles par des parties de flag football. C'est une excellente façon de promouvoir le sport», conclut-il. ▲



Fiers de se rassembler, d'un océan à l'autre.

En période d'incertitude, une chose est sûre : les Canadiens veillent les uns sur les autres. Tout comme le fait le Régime de pensions du Canada. Le RPC a été créé pour donner aux travailleurs canadiens une base pour leur retraite. Et l'équipe d'Investissements RPC se consacre à identifier les meilleures occasions d'investissement pour le fonds RPC, dont profitent des millions de Canadiens.

Avec des actifs nets s'élevant aujourd'hui à 700 milliards de dollars, le fonds RPC est l'un des fonds de pension les plus performants au monde, selon les rendements des investissements à long terme.

Dans les moments qui comptent le plus, c'est ensemble que nous sommes plus forts et que nous nous surpassons. Nous pouvons tous en être fiers.

Nouvellement au Canada?

Il y a des services pour vous aider à vous adapter à votre vie ici. Que votre arrivée date d'il y a quelques mois ou de quelques années, des professionnels chaleureux et expérimentés peuvent vous aider à créer une vie réussie au Canada.

Ils peuvent vous aider à :

- chercher un emploi;
- suivre une formation linguistique pour améliorer votre anglais ou votre français;
- rencontrer des gens et former des liens avec votre communauté;
- trouver des services de garde et du transport pour accéder aux services d'établissement.

Visitez le **Canada.ca/soutien-nouveaux-arrivants** pour trouver des services pour les nouveaux arrivants près de chez vous.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees and Citizenship Canada

Adhérez aujourd'hui, bâtissons demain !

Organisme porte-parole de la francophonie albertaine depuis 1926

Devenez membre ! acfa.ab.ca



CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

L'UNITÉ CANADIENNE FACE À LA DÉSINFORMATION...



↑ Photo : Praveen Kumar Nandagiri - Unsplash.com

L'interdépendance des États est un fait. Outre les accords de libre-échange et les traités internationaux qui lient le sort des nations à la concurrence et à l'économie de marché, voici maintenant que les nouvelles technologies, les réseaux sociaux, des médias partisans, ainsi que des acteurs aux intentions douteuses contribuent, sous le couvercle du grand «village global», à la désinformation, aux fausses nouvelles, voire à la propagation de théories complotistes.

« LA PLUS RÉCENTE MENACE EN DATE QUI PLANE SUR LE CANADA ET QUI VIENT DE SON UNIQUE VOISIN, AU SUD DE LA FRONTIÈRE, ATTESTE PLUS QUE JAMAIS DE L'IMPORTANCE DU COMBAT CONTRE LA DÉSINFORMATION. »

GLOSSAIRE
PROPHÉTIE
Annonce d'événements futurs par une personne sous l'inspiration divine

Étienne Haché
est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

Le Canada n'échappe pas à ce fléau. Longtemps perçus comme un modèle de stabilité politique et d'unité, les exemples abondent en cas où, ces dernières années, la désinformation a semé le doute dans notre pays, érodé la confiance des citoyens à l'égard des institutions et exacerbé les divisions. Au point que notre grand pays est maintenant qualifié de futur «51^e État d'Amérique» par son voisin du sud et que notre premier ministre démissionnaire, Justin Trudeau, quoiqu'on puisse lui reprocher, raillé en tant que simple «gouverneur».

Honte à toutes celles et tous ceux qui, de quelque façon, ont contribué à ternir l'image du pays en favorisant le doute par des vérités alternatives. Ceux-là ne devraient pas être autorisés à prétendre à une fonction politique au sein de la fédération canadienne. Le fait que le premier ministre Trudeau fut à ce point une cible récurrente de leurs attaques, sous forme de campagnes de désinformation ou en le faisant passer pour un agent d'intérêts étrangers, ou encore pour un dictateur socialiste en puissance et même pour un pédocriminel, reprenant ainsi les recettes les plus grotesques des stratégies de manipulation en ligne, par des complotistes canado-américains notamment, rend inopérant toute tentative pour lui succéder à travers un scrutin populaire et démocratique.

LA STRATÉGIE DE LA POLARISATION

L'un des effets les plus délétères et perniciox de la désinformation est incontestablement la polarisation du débat public en camps opposés. Ce jeu d'opposition systématique, tel qu'il a été pratiqué ces derniers mois à la Chambre des communes, empêche le dialogue et renforce de surcroît la méfiance des citoyens à l'égard des élus. De nombreuses plateformes numériques et des réseaux sociaux alternatifs contribuent également à cette pratique via la puissance des algorithmes. Pas besoin d'être super intelligent pour comprendre comment s'y prennent certains groupuscules ou partisans politiques. Exploitant des plateformes populaires comme Meta, X ou YouTube au nom de la liberté d'expression, l'expérience montre que leur objectif peut même contribuer à déstabiliser un pays par des messages clivants et une vision dystopique et cauchemardesque de la réalité.

Que ce soient les manifestations contre les mesures sanitaires, le mouvement des camionneurs ou encore les accusations infondées contre le gouvernement sur le contrôle des armes à feu, tous ces mouvements illustrent parfaitement une dynamique toxique. Cette polarisation s'est aussi manifestée par la radicalisation de certains mouvements qui prônent la sécession des provinces de l'Ouest (Wexit) au profit d'une annexion avec les États-Unis. Tout ce climat délétère nuit considérablement à notre démocratie et affaiblit le sentiment d'unité nationale.

Mais le plus sidérant dans toute cette affaire, c'est de constater que des leaders politiques conservateurs de premier plan, comme Pierre Poilievre et Danielle Smith, ont activement contribué à nourrir cette division et à saper les intérêts canadiens au cours des dernières années. Les voilà aujourd'hui à retourner leur veste en adoptant un discours plus modéré. Si l'heure n'est plus à la rancune et aux divergences, cette hypocrisie ne doit pas pour autant être ignorée à l'approche d'une nouvelle élection fédérale.

UN PAYS «BRISÉ», VRAIMENT?

Chef du Parti conservateur du Canada, Pierre Poilievre s'est positionné comme un opposant farouche à Justin Trudeau. Usant de discours populistes et de stratégies de désinformation pour capter l'attention du public, Poilievre est de ceux, avec Elon Musk, qui ont soutenu le Convoi de la liberté en 2022, un mouvement anti-mesures sanitaires qui a paralysé Ottawa et mis en péril l'ordre public. Il a également alimenté des attaques contre les politiques économiques du gouvernement, l'accusant d'être responsable de la crise du logement et de l'inflation, mais sans jamais proposer de solutions concrètes. Face à la menace Trump, dont il prenait pourtant les allures jusqu'à tout récemment, Poilievre a récemment tenté de tempérer son discours, cherchant à séduire un électorat plus large. Mais sa rhétorique incendiaire, «le Canada est brisé à cause de Justin Trudeau», reste à mes yeux une preuve de son opportunisme politique.

Quant à la première ministre conservatrice de l'Alberta, Danielle Smith, elle a pour sa part multiplié les critiques contre le gouvernement fédéral. Proches de certaines personnalités canadiennes très controversées du monde des affaires et du milieu universitaire, telles que Kevin O'Leary, ami de Donald Trump, et Jordan Peterson, farouche opposant d'extrême droite qui rejette en bloc les valeurs canadiennes d'inclusion et de diversité, Smith, qui a souvent flirté avec des idées séparatistes albertaines, a aussi des liens avec des figures controversées du conservatisme américain, allant même jusqu'à

partager comme Poilievre des positions anti-wokes et à contester les politiques climatiques de Trudeau. Sa récente stratégie de repositionnement en réponse à la menace des tarifs douaniers américains ne peut occulter ses avertissements adressés aux progressistes canadiens (*Danielle Smith appelle les politiciens «progressistes» à «modérer» leurs propos* - Radio-Canada - 15 juillet 2024).

Un peuple, une nation, un pays qui ne fait plus confiance à ses institutions devient vulnérable. Lorsqu'une partie significative de la population, sous l'influence de représentants politiques peu scrupuleux, est convaincue que le gouvernement est corrompu ou illégitime, et ce, sur la base de fausses informations, elle devient plus réceptive aux discours populistes, aux appels à la haine et à la violence. Faut-il ajouter qu'une telle dynamique ouvre la porte à l'ingérence étrangère qui bénéficie d'un pays divisé et affaibli? Le climat de méfiance généré par la désinformation est tel qu'il nuit à l'élaboration de politiques publiques efficaces, puisque les citoyens refusent d'y adhérer.

CE QUE NOUS NE POUVIONS IMAGINER...

La lutte contre la désinformation n'est pas uniquement du ressort des gouvernements. Les médias du service public, ceux que Pierre Poilievre cherche à remplacer par des médias indépendants (*Pierre Poilievre souhaite faire entrer des «médias indépendants» au parlement* - Radio-Canada - 14 février 2025), doivent œuvrer à un journalisme de qualité, tout en éduquant le public aux dangers des fausses nouvelles. Nous avons aussi la responsabilité de vérifier les sources, de développer une pensée critique et de ne pas relayer des informations non vérifiées. Promouvoir une culture des faits, encourager un débat public basé sur des arguments rationnels, c'est le meilleur moyen de préserver la vitalité de notre démocratie à l'épreuve des slogans populistes.

La plus récente menace en date qui plane sur le Canada et qui vient de son unique voisin, au sud de la frontière, atteste plus que jamais de l'importance du combat contre la désinformation. Donald Trump, c'est connu, excelle dans l'art de déstabiliser ses adversaires. Lors d'un entretien récent accordé au journal conservateur *The Spectator*, le président américain a affirmé que le chef conservateur canadien, Pierre Poilievre, n'était pas assez pro-Trump. En tout état de cause, c'est déjà là un signal que l'équipe en place à Washington peut se permettre d'intervenir à tout moment dans le processus électoral d'un pays traditionnellement allié ; chose que, jusqu'à présent, nous croyions être le propre de pays hostiles, comme la Chine, la Corée du Nord, la Russie, voire l'Inde.

Démocratie rime avec changement. Le processus de laïcisation entamé depuis trois ou quatre siècles a conduit à un relativisme sur le plan des mœurs. C'est à ce relativisme, qu'une théorie comme le wokisme incarnerait selon certains, que des courants conservateurs traditionnels — songeons aux chrétiens-démocrates en Europe ou encore aux conservateurs anglais, canadiens et américains — s'y sont opposés. Mais en vain, puisque ces courants ont progressivement adopté les grands principes de la démocratie libérale et les idées progressistes. Si bien que, pour les néo-conservateurs — et tout spécialement pour la frange radicale, religieuse et libertarienne —, une troisième voie est nécessaire, qui consiste justement, en réaction à cet état de fait, à battre en brèche les droits et libertés. Autrement dit, le mépris à l'égard du Canada dont font preuve Donald Trump et sa bande organisée à Washington n'est rien d'autre qu'un rejet de notre sociale démocratie.

N'en déplaise aux partisans des réalités parallèles, le progrès n'est pas qu'un simple slogan ni une orientation qu'on impose. Le progrès procède d'une conscience politique commune, ce qui est tout le contraire d'une idéologie ou d'un décret. Des élections approchent à grands pas au pays. Nous aurons bientôt à faire un choix crucial. Personne ne peut le faire à notre place. Dans le cas contraire, si ce n'est pas au nom de Dieu qu'on refuse le progrès, ce sera encore moins au nom de choix légitimes qu'on pourra l'imposer. Dieu tout comme notre liberté de choix seront alors remplacés par le diable. **Prophétie** comme dans les Temps anciens. Vive la feuille d'érable! ▲